Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mercredi 8 avril 2026 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°875 ■

VISITE HISTORIQUE DU PAPE LÉON XIV

Un signal fort consacrant l'Algérie point de départ d'un message de paix universel

P 16

20e SESSION DE LA GRANDE COMMISSION MIXTE ALGÉRO-MAURITANIENNE

Signature de plusieurs accords bilatéraux

Dans le cadre de la 20e session de la Grande commission mixte algéro-mauritanienne de coopération, plusieurs accords, mémorandums d'entente et programmes de coopération ont été signés entre les deux pays dans divers domaines. Cette rencontre s'inscrit dans la dynamique positive que connaissent les relations bilatérales entre l'Algérie et la Mauritanie et traduit la volonté des dirigeants des deux pays de hisser leur coopération à des niveaux supérieurs, au service des intérêts communs et du renforcement des liens fraternels unissant les deux peuples. P 3

FILIÈRE DES DATTES

Une série de mesures pour soutenir les producteurs

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a présidé, avant-hier, une rencontre nationale consacrée à la filière des dattes, réunissant les principaux acteurs du secteur au siège de la Chambre nationale d'agriculture. Cette réunion s'inscrit dans le cadre d'un cycle de concertations engagé par le ministère avec les professionnels des différentes filières agricoles.

P 2

APPROVISIONNEMENT EN GNL

L'Algérie en discussion avec l'Egypte et la Jordanie

Face aux tensions ayant affecté l'approvisionnement gazier de plusieurs pays arabes, Alger s'est rapidement imposée comme une option «crédible» pour atténuer les déséquilibres et renforcer la sécurité énergétique de ses partenaires. L'Algérie a ainsi engagé des discussions avec plusieurs pays de la région, notamment l'Égypte et la Jordanie, afin de proposer des solutions de substitution fondées sur ses capacités d'exportation, en particulier sous forme de gaz naturel liquéfié (GNL).

P 5

MINES

Les orientations du Président Tebboune saluées

Les orientations données par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la réunion du Conseil des ministres, qu'il a présidée, dimanche dernier, concernant le secteur des mines, marquent une étape qualitative vers l'instauration d'une approche plus rigoureuse et efficace pour le développement de ce secteur stratégique, tout en veillant à la précision des données, à l'accélération du rythme de réalisation et au renforcement du recours aux technologies et aux compétences nationales, ont indiqué des experts économiques.

P 3

Publicité

SIPSA® FILAHA AGROFOOD

24éme édition

SOUS LE PATRONAGE DE MONSIEUR LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DU DÉVELOPPEMENT RURAL ET DE LA PÊCHE

SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE ET DE L'AGRO-INDUSTRIE

18 > 21 MAI 2026

PALAIS DES EXPOSITIONS - SAFEX, ALGER - ALGERIE

Afrika Food Export

DJAZAQUA

UNIVERSITÉ DE TIZI-OUZOU

Signature de 5 nouvelles conventions de partenariat avec le secteur économique

Cinq (5) conventions de partenariat ont été signées mardi entre l'Université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou (UMMTO) et différents acteurs du secteur économique, lors d'une cérémonie organisée au niveau du rectorat de l'université.
Il s'agit d'une convention avec la Confédération algérienne du patronat, qui regroupe plusieurs entreprises, et de quatre (4) autres avec des entreprises de différents secteurs d'activité, dont la fromagerie et l'informatique.
L'objectif de cette stratégie avec les acteurs du secteur socioéconomique adoptée par l'UMMTO est de "développer un partenariat gagnant-gagnant et élargir l'ouverture de l'Université sur son environnement socio-économique", a indiqué son recteur, le Professeur Ahmed Bouda.
"A travers ces conventions, nous aspirons à offrir un maximum d'opportunités aux étudiants pour effectuer des stages pratiques de formation, et aux enseignants chercheurs de développer des recherches thématiques", a-t-il souligné. Le Pr Bouda a rappelé que l'UMMTO a déjà signé plus d'une centaine de conventions avec des entités économiques qui ont donné des résultats concrets. "Beaucoup de nos étudiants ont été directement recrutés après leur stage pratique et d'autres ont acquis une expérience dans l'entreprise où ils ont effectué ce stage et se sont lancés eux-mêmes dans l'entreprenariat en créant leurs propres entreprises", a-t-il fait savoir.
En contrepartie, "les entreprises conventionnées avec l'UMMTO bénéficieront de l'expertise et du savoir-faire du personnel de l'Université ainsi que de ses structures, notamment, ses différents laboratoires de recherche", a encore souligné le Pr Bouda.

R E.

FILIÈRE DES DATTES

Une série de mesures pour soutenir les producteurs

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a présidé, avant-hier, une rencontre nationale consacrée à la filière des dattes, réunissant les principaux acteurs du secteur au siège de la Chambre nationale d'agriculture. Cette réunion s'inscrit dans le cadre d'un cycle de concertations engagé par le ministère avec les professionnels des différentes filières agricoles.

Par Zahir R.

Lors de cette rencontre, qui a rassemblé des présidents de chambres d'agriculture des wilayas productrices de dattes, des représentants d'organisations professionnelles, ainsi que des agriculteurs et exportateurs, le ministre a mis en avant le rôle stratégique de la filière des dattes dans l'économie nationale. Il a souligné son potentiel en matière de création de richesse et de diversification des exportations hors hydrocarbures.
Selon les chiffres présentés, la filière compte près de 19 millions de palmiers et une grande diversité de variétés, offrant d'importantes perspectives de valorisation, notamment à travers l'exportation et la transformation industrielle.
Dans ce contexte, le ministre a évoqué la mise en place de zones industrielles dédiées à la transformation des produits agricoles dans plusieurs régions du pays.
La rencontre a également permis aux professionnels d'exprimer leurs préoccupations, portant notamment sur la santé végétale, les analyses en laboratoire, la certification, la réhabilitation des oasis, ainsi que les contraintes liées au stockage, au transport, à la mécanisation et au financement.
En réponse, le ministre a annoncé une série de mesures à court et moyen termes. Parmi celles-ci figurent le renforcement de la lutte contre les maladies affectant le palmier dattier, telles que le « Boufaroua » (araignée minuscule) et le « Bayoud » (fusariose vasculaire du palmier), ainsi que le développement de la mécanisation agricole et la création d'un laboratoire spécialisé pour faciliter la labellisation et l'exportation des produits.
Il sera également procédé au recensement des besoins de la filière en matière de mécanisation agricole, avec l'étude de la possibilité de leur production locale ou de leur importation. La société Agrodiv sera chargée de les fournir aux agriculteurs.
Par ailleurs, un laboratoire spécialisé dans les analyses de labellisation et de certification des produits agricoles sera créé, en partenariat entre la Chambre nationale d'agriculture et l'Institut national de la recherche agronomique d'Algérie (INRAA), en vue de faciliter les opérations d'exportation.
Parmi les mesures arrêtées figurent aussi l'encouragement de l'organisation des professionnels en coopératives, afin de leur permettre de commercialiser efficacement leurs produits sur le marché national et de renforcer les opportunités d'exportation. Il est également prévu de soutenir leur participation aux salons internationaux pour promouvoir la qualité des dattes algériennes.
Il s'agit, en outre, de poursuivre les efforts de raccordement à l'électricité agricole, d'ouvrir des pistes, de protéger les oasis contre les incendies et de soutenir l'utilisation de l'énergie solaire, ainsi que d'accompagner les agriculteurs dans le forage de puits. L'accès au financement, notamment à travers le crédit « Tabrid », en particulier au profit des agriculteurs non titulaires de titres de propriété, figure également parmi les priorités.
Des efforts seront, par ailleurs, déployés pour améliorer les conditions de production, notamment via l'accès à l'électricité agricole, le développement des infrastructures rurales et le recours à l'énergie solaire. L'accès au financement, en particulier pour les investissements dans le stockage frigorifique, constitue également un axe majeur.
À l'issue de cette rencontre, plusieurs propositions ont été formulées pour répondre aux problématiques spécifiques des régions productrices, traduisant la volonté des pouvoirs publics de structurer davantage la filière et de renforcer sa compétitivité sur les marchés internationaux.

DISTRIBUTION PHARMACEUTIQUE

Saidal lance son nouveau réseau "Saidalyat Saidal"

Dans le cadre de sa stratégie visant à renforcer l'accès aux soins et à moderniser le réseau de distribution pharmaceutique en Algérie, le Groupe Saidal a procédé à la relance et à la transformation des pharmacies de l'ex-Endimed sous une nouvelle enseigne : « Saidalyat Saidal »
L'inauguration officielle de ce nouveau réseau a eu lieu le 7 avril à partir d'une pharmacie située à Ouled Djellal, en présence du ministre de l'Industrie pharmaceutique, Dr Ouacim Kouidri, du directeur général du Groupe Saidal, Pr Mourad Belkhelfa, ainsi que du wali de la wilaya d'Ouled Djellal, Dehimi Abderrahmane, et des autorités locales.
Cette date coïncide avec la Journée mondiale de la santé, conférant à cet événement une forte portée symbolique et illustrant l'engagement du groupe public en faveur d'un accès équitable aux soins pour l'ensemble des citoyens.
Bien plus que de simples officines de vente de médicaments, les pharmacies « Saidalyat Saidal » se veulent un nouveau modèle de pharmacie de proximité, plaçant le citoyen au cœur de leur mission.
Elles se présentent comme de véritables espaces de santé dédiés à l'écoute, à l'accompagnement et à la prévention.
Déployé à l'échelle nationale, ce réseau repose sur une organisation structurée autour de neuf unités commerciales régionales implantées à Alger, Laghouat, Tizi Ouzou, Constantine, Sétif, Annaba, Biskra, Mostaganem et Oran, assurant ainsi une couverture étendue des 69 wilayas du pays.
À ce jour, « Saidalyat Saidal » compte 829 officines, avec un programme progressif de réactivation des pharmacies non exploitées, afin de renforcer la présence de proximité, notamment dans les zones d'ombre, les régions rurales et le Grand Sud.
Fidèles à leur vocation de service public, ces pharmacies proposent, au-delà de la dispensation de médicaments, des services de santé gratuits, des actions de prévention et un accompagnement pharmaceutique, en particulier au profit des patients atteints de maladies chroniques et des populations vulnérables.
Ce réseau constitue également un levier stratégique pour le Groupe Saidal, en consolidant son dispositif de distribution et en facilitant l'accès direct des citoyens aux produits pharmaceutiques, qu'ils soient issus de sa propre production ou d'autres laboratoires.
Avec Saidalyat Saidal, le Groupe Saidal réaffirme son engagement en faveur d'un système de santé plus équitable, accessible et performant.

Z R.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

20E SESSION DE LA GRANDE COMMISSION MIXTE ALGÉRO-MAURITANIENNE

Signature de plusieurs accords bilatéraux

Dans le cadre de la 20e session de la Grande commission mixte algéro-mauritanienne de coopération, plusieurs accords, mémorandums d'entente et programmes de coopération ont été signés entre les deux pays dans divers domaines. Cette rencontre s'inscrit dans la dynamique positive que connaissent les relations bilatérales entre l'Algérie et la Mauritanie et traduit la volonté des dirigeants des deux pays de hisser leur coopération à des niveaux supérieurs, au service des intérêts communs et du renforcement des liens fraternels unissant les deux peuples.

Par Selma R.

Les travaux de cette session ont porté sur l'examen des moyens de développer le partenariat bilatéral, d'encourager l'investissement et de faciliter les échanges commerciaux, tout en accordant une attention particulière au développement des zones frontalières et au renforcement de l'intégration économique. La cérémonie de signature, organisée, ce mardi au Palais du Gouvernement, a été coprésidée par le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, et le Premier ministre de la République islamique de Mauritanie, M. Mokhtar Ould Diay. Les accords conclus couvrent des secteurs stratégiques, notamment l'intérieur et la sécurité, les hydrocarbures, les finances, l'énergie, l'industrie, l'industrie pharmaceutique, l'agriculture et la pêche, les transports, le commerce, l'habitat, l'éducation, l'enseignement supérieur, la formation professionnelle, la jeunesse et les sports, le travail, la communication, la culture, les relations avec le Parlement et l'environnement.

À l'occasion, le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a souligné que la coopération économique et technique constitue un pilier essentiel des relations entre les deux pays. Il a, à ce titre, réaffirmé la pleine disposition de l'Algérie à partager son expertise dans le secteur de l'énergie afin d'accompagner la Mauritanie dans le développement de ses capacités en matière d'hydrocarbures et de gaz.

Évoquant le secteur minier, il a estimé que les deux pays sont appelés à « mettre en place une vision commune pour exploiter leurs importantes ressources ».

Abordant le volet commercial, il a indiqué que « les échanges ont atteint 447,8 millions de dollars en 2023 et près de 352 millions de dollars en 2025 », soulignant qu'« il convient donc de poursuivre les efforts pour les diversifier et les intensifier, notamment grâce aux atouts existants tels que la proximité géographique et la liaison maritime opérationnelle depuis février 2022 ». Dans cette perspective, il a mis en avant l'importance de la prochaine exposition annuelle des produits algériens à Nouakchott, prévue du 5 au 11 mai 2026. « Il est essentiel de renforcer la fluidité des échanges, notamment par la facilitation douanière au niveau des postes frontaliers, ainsi que par la finalisation de l'accord commercial préférentiel », a-t-il déclaré. Il a également précisé que « l'exposition annuelle des produits algériens à Nouakchott, dont la 7e édition en mai 2025 a réuni plus de 219 entreprises, ainsi que le Conseil d'affaires algéro-mauritanien, illustrent cette dynamique », tout en exprimant le souhait que la session de 2026 contribue davantage au rapprochement économique.

L'Algérie disposée à accompagner la Mauritanie

Sur le plan diplomatique, le Premier ministre a affirmé que les relations de partenariat ont atteint des « niveaux distingués », marqués par des contacts soutenus et une coordination continue. Cette dynamique s'inscrit, selon lui, dans le cadre des « hautes orientations des dirigeants des deux pays, le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et son frère, Son Excellence le Président Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, traduisant leur volonté ferme d'élever les relations bilatérales aux plus hauts niveaux ». Il a également rappelé que cette session se tient dans un contexte régional et international « particulièrement sensible, marqué par des défis sécuritaires croissants », estimant que ces enjeux imposent de « renforcer la coordination et la coopération dans une vision intégrée et clairvoyante, fondée sur le dialogue, la concertation et l'échange d'expériences, notamment entre nos appareils sécuritaires ». À ce titre, il s'est félicité des résultats positifs enregistrés dans les secteurs militaire et sécuritaire. Par ailleurs, le Premier ministre a salué les avancées concrètes dans la réalisation de projets structurants, citant notamment la transformation de la frontière commune en un véritable espace d'intégration économique, renforcée par l'ouverture de deux postes frontaliers en février 2024. Il a également évoqué « la route Tindouf-Zouerate, appelée à dynamiser le développement régional, ainsi que la zone franche commerciale et industrielle, dont le taux de réalisation dépasse 50 % », ajoutant que d'autres projets à dimension sociale et humaine entreront prochainement en phase de mise en œuvre. Dans le même esprit, il a souligné que le renforcement de la coopération passe nécessairement par la valorisation des ressources humaines, à travers la formation et les échanges entre jeunes.

L'Algérie s'engage ainsi à poursuivre ses efforts en « augmentant le nombre de bourses accordées à la Mauritanie à 350 en master et doctorat, et 60 en formation professionnelle pour l'année 2025-2026 ». En conclusion, M. Sifi Ghrieb a indiqué que cette session permettra de consolider le cadre juridique bilatéral à travers la signature de plusieurs accords couvrant divers secteurs. Il a enfin insisté sur la nécessité de « veiller à leur mise en œuvre effective, à travers une feuille de route claire et un calendrier précis, afin de concrétiser une coopération qualitative et stratégique dans des secteurs clés tels que l'énergie, l'agriculture, la pêche, les infrastructures portuaires et l'industrie pharmaceutique ».

GESTION PROSPECTIVE DE L'EAU

Le ministre Derbal insiste sur l'efficacité et la disponibilité des ressources

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal a souligné, hier à Sétif, que son secteur s'appuyait sur une vision prospective adaptée à la rapidité du rythme de développement du pays, afin de garantir la durabilité du service public de l'eau.

Le ministre a précisé, lors d'une visite d'inspection et de travail dans la wilaya de Sétif, qu'une gestion moderne "ne saurait s'accommoder d'improvisations ou de solutions ponctuelles, mais nécessite une préparation rigoureuse anticipant les différents scénarios, ainsi que l'élaboration de plans alternatifs garantissant une intervention rapide et efficace en cas d'urgence".

M. Derbal a ajouté que la réussite du secteur de l'Hydraulique est "tributaire d'une gestion prospective, d'un renforcement du contrôle sur le terrain et de l'assurance de la disponibilité des ressources humaines et matérielles requises, afin d'assurer la continuité du service public de l'eau et de garantir le confort des citoyens", soulignant, dans ce contexte, "la nécessité de fournir davantage d'efforts en vue d'une meilleure performance et d'une réponse adéquate aux besoins de la population". Le ministre a également souligné "la nécessité d'accélérer le rythme d'avancement des projets en cours afin d'améliorer la qualité du service public et de prendre en charge efficacement les lacunes qui viendraient à apparaître".

Évoquant l'Aïd El Adha, marqué par une augmentation significative de la consommation d'eau, M. Derbal a affirmé que toutes les mesures ont été prises en s'appuyant sur les expériences des années précédentes et ce, pour garantir l'approvisionnement des citoyens dans les meilleures conditions.

S'agissant des performances de son secteur dans la wilaya de Sétif, en matière d'alimentation en eau potable et d'assainissement, le ministre a souligné que la situation a connu une "amélioration significative" à la faveur des projets réalisés qui ont contribué à une meilleure gestion de ce volet, avant d'insister sur "la nécessité de valoriser les eaux usées et de les orienter, après traitement, vers l'irrigation agricole et l'industrie au regard de la vocation de la région".

Synthèse R E/APS

MINES

Les orientations du Président Tebboune saluées

Synthèse R E.

Les orientations données par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la réunion du Conseil des ministres, qu'il a présidée, dimanche dernier, concernant le secteur des mines, marquent une étape qualitative vers l'instauration d'une approche plus rigoureuse et efficace pour le développement de ce secteur stratégique, tout en veillant à la précision des données, à l'accélération du rythme de réalisation et au renforcement du recours aux technologies et aux compétences nationales, ont indiqué des experts économiques.

Dans une déclaration à l'APS, l'expert minier Toufik Hasni, a expliqué que l'orientation donnée par le président de la République afin d'élaborer un plan d'exploration précis, dénote une connaissance approfondie des exigences de développement du secteur, soulignant que la simple présentation des potentialités minières ne suffit pas en soi, mais doit être étayée par des données de terrain confirmées sur les réserves exploitables.

Et d'ajouter que la définition d'objectifs clairs et de délais précis permet de renforcer la confiance des investisseurs, relevant que "l'imposition d'objectifs précis traduit une rigueur dans l'approche à même de donner davantage de crédibilité au positionnement de l'Algérie en tant que leader à l'échelle internationale dans le domaine des ressources minières", mais aussi représente "un facteur déterminant dans la concrétisation des projets". L'expert a également fait savoir que l'accélération du rythme de réalisation de projets miniers constitue "une condition essentielle pour préserver cette crédibilité", estimant que les retards dans la mise en œuvre "pourraient impacter négativement l'attractivité du secteur, tandis que le respect des délais reflète une réelle capacité à concrétiser des projets aux normes internationales".

Dans ce cadre, il a souligné l'importance de disposer d'un système intégré de compétences couvrant l'ensemble des étapes de l'activité minière, allant de la recherche et de l'exploration jusqu'à l'exploitation et la commercialisation, appelant à une révision du système de formation afin de répondre aux besoins croissants en spécialités techniques et scientifiques. De son côté, l'expert Ali Kefaifi a mis en avant l'importance de s'appuyer sur les compétences nationales, notamment celles établies à l'étranger, pour accompagner cette dynamique, indiquant que la valorisation de la chaîne de valeur minière est de nature à générer une valeur ajoutée significative pour l'économie nationale et à contribuer à la diversification des sources de revenus hors hydrocarbures.

Il a, en outre, précisé que l'Algérie dispose d'un potentiel important en plusieurs minerais stratégiques, relevant que leur valorisation requiert "le passage d'une logique d'exploration traditionnelle à une logique de vérification de terrain des données disponibles".

Dans la même optique, l'expert en gestion minière, Rachid Tridi, a estimé que les instructions du président de la République consacrant une transformation du secteur minier algérien fondée sur le passage à "une logique de résultats", à travers la mise en place d'une industrie durable reposant sur l'équilibre entre la rigueur de la planification industrielle et la flexibilité dans l'adaptation à la réalité géologique.

Selon cette vision, "l'exploration n'est plus une fin en soi, ni une simple curiosité géologique, mais s'inscrit désormais dans une chaîne intégrée de production industrielle", a-t-il soutenu.

TÉLÉCOMMUNICATION

"Ooredoo Algérie" lance la 19e édition du concours "Media Star"

L'opérateur de téléphonie mobile "Ooredoo Algérie" a annoncé, mardi dans un communiqué, le lancement de la 19e édition du concours "Media Star" sur le thème "L'impact de l'IA et de la 5G sur les transformations socio-économiques en Algérie".
Le concours s'adresse aux journalistes de la presse écrite, des médias électroniques, ainsi qu'aux professionnels des programmes radiophoniques et télévisuels, indique la même source, précisant que les travaux soumis au concours sont ceux publiés ou diffusés entre le 15 août 2025 et le 30 juin 2026. Ils seront évalués par "un jury indépendant composé de professionnels de médias et d'experts dans les technologies numériques". "Ooredoo Algérie" invite ainsi les journalistes souhaitant concourir à envoyer leurs candidatures via les liens http://ore.do/media-star-participation et https://media-star.ooredoo.dz, ou à l'adresse mail Mediastar@Ooredoo.dz, relevant que l'édition de cette année se distinguera par une revalorisation significative des distinctions financières des lauréats.
A cette occasion, le directeur général d'"Ooredoo Algérie", M. Roni Tohme, a souligné que ce concours "réaffirme sa vocation première d'offrir aux journalistes professionnels algériens un cadre d'expression privilégié pour révéler la richesse de leurs talents et la pertinence de leurs analyses", relevant que cette édition "intègre pleinement la technologie 5G au cœur de sa thématique, aux côtés de l'intelligence artificielle, afin d'encourager un traitement approfondi de ces enjeux majeurs".

PORT DE JIJEL -SOCIÉTÉ ALGERIAN QATARI STEEL

Signature d'une convention de partenariat

Une convention de partenariat a été signée, lundi en fin d'après-midi au port de Djen Djen, entre l'Entreprise portuaire de Jijel (EPJ) et la société Algerian Qatari Steel (AQS), indique un communiqué publié par l'EPJ.
Le document précise que dans le cadre du "renforcement de l'intégration entre les secteurs industriel et logistique, une convention de partenariat a été conclue entre le port de Jijel et la société AQS de sidérurgie en vue de faciliter les procédures d'importation et d'exportation".
Il est ajouté que ce partenariat vise à "améliorer la fluidité des opérations logistiques, en contribuant à faciliter les procédures d'importation et d'exportation et à réduire les délais de traitement dans l'enceinte du port, ce qui se traduira par une consolidation de la compétitivité des produits nationaux sur les marchés internationaux".
La convention en question s'inscrit, selon le même document, "dans le cadre d'une vision de développement intégré destinée à valoriser la production nationale et à renforcer les chaînes de valeur industrielles, le port de Jijel devant jouer un rôle central en tant que centre logistique stratégique, soutenant l'industrie lourde en raison, notamment, de sa proximité avec le complexe industriel de Bellara".
Selon le même communiqué, ce partenariat "ouvrira des perspectives prometteuses pour l'investissement et le développement, confirmant l'engagement des deux parties à contribuer efficacement au soutien de l'économie nationale et au renforcement de la dynamique de croissance durable".

APS

FORMATION PROFESSIONNELLE

Lancement d'une session de formation complémentaire préalable à la promotion

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nacima Arhab, a présidé, à l'Institut de formation et d'enseignement professionnels de Bir Khadem (Alger), le lancement officiel de la session de formation complémentaire préalable à la promotion (FCPP), destinée aux professeurs et fonctionnaires du secteur au niveau national, indique, lundi, un communiqué du ministère.
S'inscrivant dans le cadre de la relance de la stratégie nationale visant à réhabiliter les ressources humaines au sein des établissements de formation, cette session de formation profitera à "3532 fonctionnaires, dont 3318 professeurs spécialisés dans la formation et l'enseignement professionnels", ajoute le communiqué.
"Dix (10) professeurs de réadaptation, 11 assistants techniques et pédagogiques, 1 surveillant général et 147 adjoints principaux d'économat et 45 adjoints d'économat, bénéficieront de cette formation".
Dans son allocution à l'occasion, Mme Arhab a souligné que cette session, première du genre au niveau des wilayas, constitue "un premier jalon vers l'ouverture de plus larges perspectives pour asseoir un système d'enseignement et de formation flexible, adapté aux exigences de l'ère et en mesure de produire des compétences de qualité".
Elle a rappelé que cette session s'inscrit dans le cadre du processus de réforme globale que connait le secteur, après l'accès de près de 16.000 fonctionnaires à la promotion exceptionnelle, soulignant que la FCPP "est un mécanisme stratégique clé visant à développer les compétences professionnelles et pédagogiques et renforcer la performance institutionnelle, à travers la valorisation des ressources humaines et le renforcement de l'esprit de créativité et d'entrepreneuriat, conformément aux exigences du marché du travail et du développement durable".
La ministre a appelé, dans ce sens, à la conjugaison des efforts de toutes les parties concernées pour la réussite de cette initiative et la réalisation des objectifs escomptés.

R E.

SÉCURITÉ SANITAIRE

Plusieurs points à l'ordre du jour de la réunion du Conseil d'orientation de l'ANSS

Le Conseil d'orientation de l'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSS) s'est réuni, hier, lundi au siège de l'institution, à l'occasion de la sixième session ordinaire de son cycle, indique l'agence dans un communiqué.
Selon la même source, « la réunion a été présidée par le Directeur de cabinet de la Présidence de la République, Boualem Boualem, en présence du professeur Kamel Sanhadji, président de l'Agence nationale de sécurité sanitaire, ainsi que des membres du Conseil d'orientation et des cadres et responsables de l'agence ».
Lors de cette session, les participants ont procédé à l'adoption des différents points inscrits à l'ordre du jour.
Selon le même communiqué, parmi les principaux dossiers examinés figurent « la stratégie nationale de sécurité sanitaire pour la période 2025-2030 », « le bilan des activités et des actions menées par l'Agence nationale de sécurité sanitaire durant l'année 2025 », « le projet de plan d'action et le budget de l'agence pour l'année 2026 » et « le rôle, les missions et les modalités de fonctionnement du délégué de wilaya de l'Agence nationale de sécurité sanitaire », précisant que « cette réunion s'inscrit dans le cadre du renforcement de la gouvernance du système de sécurité sanitaire en Algérie et de la mise en œuvre d'une vision stratégique visant à améliorer la prévention et la gestion des risques sanitaires. »

ENVIRONNEMENT

Première "COP Océans" du 11 au 22 janvier 2027

La première réunion formelle (COP1) des Etats ayant ratifié le traité historique pour protéger la haute mer aura lieu du 11 au 22 janvier 2027, a annoncé lundi le porte-parole de l'ONU, Stéphane Dujarric.
Après consultations avec les Etats membres, la commission préparatoire à la mise en oeuvre de ce traité officiellement entré en vigueur au début de l'année avait proposé de tenir cette réunion inaugurale au siège de l'ONU à New York à ces dates, qui devaient être confirmées par le secrétaire général de l'ONU. A l'issue de la dernière réunion préparatoire la semaine passée à New York, l'Alliance pour la haute mer a salué les "progrès" réalisés pour préparer le terrain de la COP1.
Après des années d'attente pour les défenseurs des océans, le traité, désormais ratifié par 87 pays et signé par 144, est entré en vigueur, sur le papier, fin janvier.
Mais la plupart des instruments qu'il prévoit auront besoin de décisions spécifiques des COP successives pour prendre vie, en particulier les futures aires marines protégées.

APS

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	NC	0,00	0,00	-13,34	6,09	10,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	NC	0,00	0,06	-0,69	9,00	5,56	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 503,00	NC	0,00	0,03	1,49	6,65	6,39	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 148,00	2195,00	+2,19	-1,18	-3,24	10,47	5,69	1000	2 195 000,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-5,95	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	3,44	3,97	5,00	0	0,00

Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 06 افريل 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 06 Avril 2026

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg			أسعار التجزئة[1] دج / كلغ		المنتجات
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum			
Légumes frais	Pomme de terre	68	77	60	البطاطا	خضر طازجة	
	Tomate	175	191	158	الطماطم		
	Oignon sec	102	112	93	البصل الجاف		
	Ail sec	942	1044	840	الثوم الجاف		
	Carotte	109	122	96	الجزر		
	Navet	111	123	99	اللفت		
	Choux fleur	163	179	148	قرنبيط		
	Choux	101	114	89	الكرنب		
	Courgette	129	144	115	الكوسة		
	Haricot vert	335	367	302	الفاصولياء الخضراء		
	Laitue	126	140	112	الخس		
Fruits frais	Orange	245	293	197	البرتقال	فواكه طازجة	
	Citron	194	218	169	الليمون		
	Pomme locale	429	517	342	التفاح المحلي		
	Datte	491	617	365	التمر		
	Banane	457	476	437	الموز		
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1964	2118	1809	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني	
	Poulet de chair	410	424	397	الدجاج		
	Œufs (Unité)	17	19	16	البيض (وحدة)		
	Lait de vache (Litre)	97	103	91	حليب البقر (لتر)		

APPROVISIONNEMENT EN GNL

L'Algérie en discussion avec l'Egypte et la Jordanie

Face aux tensions ayant affecté l'approvisionnement gazier de plusieurs pays arabes, Alger s'est rapidement imposée comme une option «crédible» pour atténuer les déséquilibres et renforcer la sécurité énergétique de ses partenaires. L'Algérie a ainsi engagé des discussions avec plusieurs pays de la région, notamment l'Égypte et la Jordanie, afin de proposer des solutions de substitution fondées sur ses capacités d'exportation, en particulier sous forme de gaz naturel liquéfié (GNL).

Par S. R.

Cette démarche s'inscrit dans une logique pragmatique, reposant sur des mécanismes commerciaux et contractuels plutôt que sur des considérations conjoncturelles, traduisant une approche structurée de la diplomatie énergétique algérienne, a indiqué la plateforme « Attaqa.net ».
Dans le cas de l'Égypte, confrontée à un écart croissant entre production et consommation, l'offre algérienne apparaît comme un levier d'ajustement à court terme. Le pays aurait ainsi manifesté sa disposition à fournir des cargaisons de gaz naturel liquéfié afin de soutenir la stabilité du réseau énergétique égyptien, notamment à l'approche des pics de consommation estivaux. Cette coopération potentielle s'appuie sur des relations stratégiques déjà établies entre Alger et Le Caire, renforçant les perspectives d'un partenariat énergétique accru.
S'agissant de la Jordanie, des échanges ont également eu lieu, sans toutefois aboutir, à ce stade, à un accord concret. Des sources algériennes insistent néanmoins sur l'absence de toute logique discriminatoire, soulignant que les décisions en matière d'exportation reposent exclusivement sur des critères économiques, contractuels et techniques. Ce positionnement s'inscrit dans la continuité d'initiatives antérieures, remontant à plusieurs années, au cours desquelles l'Algérie avait déjà exprimé sa disponibilité à accompagner le royaume dans la diversification de ses sources d'approvisionnement.
Dotée de l'une des plus importantes réserves de gaz en Afrique, elle dispose d'infrastructures lui permettant d'exporter aussi bien via des gazoducs que par voie maritime grâce au gaz naturel liquéfié. Cette flexibilité logistique constitue un avantage stratégique dans un marché mondial marqué par une volatilité accrue.
Cependant, cette capacité d'intervention reste encadrée par des contraintes réelles. L'essentiel des exportations algériennes est en effet lié à des contrats de long terme, notamment avec des partenaires européens dont la demande s'est intensifiée ces dernières années.
En mars 2026, les exportations de gaz naturel liquéfié ont enregistré une hausse significative de 41 %, atteignant près de 938 000 tonnes, avec une prédominance des marchés européens, notamment la France, la Turquie, le Royaume-Uni et l'Espagne.
Dans ce contexte de forte sollicitation, Alger cherche également à optimiser la valorisation de ses ressources.
Des négociations sont en cours pour revoir à la hausse les prix des volumes additionnels, avec des augmentations estimées entre 15 % et 20 %, profitant d'un environnement international favorable aux producteurs. Par ailleurs, malgré l'existence de capacités partiellement inexploitées dans les installations de liquéfaction, une augmentation substantielle de la production nécessiterait des investissements importants dans l'exploration et les infrastructures. La production nationale, estimée à plus de 100 milliards de mètres cubes par an, demeure fortement mobilisée pour répondre à la demande interne, ce qui limite les marges de manœuvre à l'export.

DISPONIBILITÉ DES MÉDICAMENTS EN ALGÉRIE

Entre vigilance accrue et efforts de régulation

Par Reda Hadi.

Face à un contexte international marqué par des tensions géopolitiques croissantes, notamment au Moyen-Orient, la question de la disponibilité des médicaments en Algérie revient au cœur de l'actualité. Bouchene Mehdi expert pharmaceutique, vice-président du Syndicat national des pharmaciens d'officine (SNAPO) et membre de l'Observatoire national de veille sur la disponibilité des produits pharmaceutiques, a apporté des éclairages sur la situation actuelle, les risques potentiels et les mesures engagées par les autorités. L'expert qui s'est exprime chez nos confrères de la radio nationale a, d'emblée, souligné le caractère « sensible mais maîtrisé » de la situation. Selon lui, les récentes instructions émises par le ministère de l'Industrie pharmaceutique traduisent une approche proactive visant à anticiper d'éventuelles perturbations de l'approvisionnement. « Depuis une semaine, nous constatons une intensification des notes d'orientation, des inspections et des mesures de contrôle. L'objectif est clair : prévenir les ruptures et rassurer les patients ainsi que les professionnels de santé », a-t-il expliqué. Parmi les décisions importantes prises récemment, figure l'appel lancé aux opérateurs pour signaler toute difficulté liée au transport, au déchargement ou à l'approvisionnement en matières premières. Une mesure stratégique, dans un contexte où l'industrie pharmaceutique dépend fortement de l'importation d'intrants, principalement en provenance d'Asie, notamment de Chine et d'Inde.
Dans le même esprit, les autorités ont décidé d'alléger certaines procédures administratives, notamment en supprimant l'obligation d'autorisation préalable pour l'importation de matières premières. Une démarche visant à accélérer la production locale et à réduire les délais d'approvisionnement. Le dispositif de contrôle a également été renforcé. Des commissions mixtes regroupant les services du ministère de l'Industrie pharmaceutique et du Commerce ont été déployées sur le terrain pour inspecter les différents acteurs de la chaîne : producteurs, importateurs et distributeurs. Ces opérations visent à vérifier la disponibilité réelle des produits et à lutter contre d'éventuelles pratiques spéculatives ou non conformes à la réglementation.
Le secteur pharmaceutique algérien compte environ 200 producteurs, près de 400 distributeurs actifs et plusieurs centaines d'importateurs. Un écosystème complexe dont la régulation reste un enjeu majeur pour garantir un accès équitable aux médicaments.
Concernant les produits les plus exposés aux tensions, Mahdi Bouchene précise que la situation reste fluctuante. « On distingue généralement entre 20 et 30 médicaments sous tension – disponibles mais difficiles à trouver – et quelques produits en rupture totale », a-t-il indiqué. Ces ruptures peuvent être liées à plusieurs facteurs : problèmes de production, hausse des coûts des matières premières, ou encore décisions stratégiques des laboratoires internationaux.
Les médicaments à faible coût sont particulièrement vulnérables. Peu rentables à produire localement, ils sont souvent importés et peuvent subir des perturbations d'approvisionnement. À titre d'exemple, certains traitements largement utilisés, notamment pour les maladies chroniques, dépendent encore entièrement de l'importation. Toutefois, des efforts sont en cours pour renforcer la production nationale.
Des projets industriels, souvent en partenariat avec des laboratoires étrangers, visent à produire localement certains médicaments stratégiques. Mais ces initiatives nécessitent du temps, notamment pour garantir la qualité et la stabilité des produits avant leur mise sur le marché.
L'expert met également en garde contre les comportements de surconsommation et de stockage excessif, qui peuvent aggraver artificiellement les tensions. « Lorsqu'un patient achète plusieurs boîtes par précaution, cela déséquilibre le marché et pénalise d'autres malades », a-t-il averti. Il appelle à une consommation responsable et à une stricte observance des prescriptions médicales.
Le phénomène du recours aux médicaments achetés à l'étranger, souvent appelé « cabas », persiste également. Il s'explique par des facteurs culturels et économiques, certains patients privilégiant des marques étrangères perçues comme plus fiables, malgré la qualité équivalente des produits locaux.
Malgré ces défis, les indicateurs globaux restent encourageants. Selon les données récentes, près de 80 à 82 % des médicaments commercialisés en Algérie sont produits localement, contre environ 60 % au début des années 2020. Une progression significative qui témoigne des efforts engagés pour renforcer la souveraineté pharmaceutique du pays.

EN DÉPIT DE LA HAUSSE DES PRIX À L'INTERNATIONAL

Le carburant reste inchangé en Algérie

Par S. R.

Malgré la flambée des cours mondiaux du brut, qui ont franchi le seuil symbolique des 100 dollars le baril sous l'effet des tensions géopolitiques, l'Algérie maintient fermement sa politique de stabilisation des prix des carburants. Dans un marché énergétique en pleine ébullition, Alger privilégie une stratégie de protection sociale et économique visant à prémunir le marché intérieur contre les répercussions des turbulences internationales.
Alors que la volatilité continue de dominer la scène énergétique mondiale, le marché algérien des carburants demeure globalement maîtrisé en ce début d'année 2026, a indiqué la plateforme « Attaqa.net ». En dépit d'un ajustement tarifaire limité, intervenu après six années de gel, la stratégie nationale reste orientée vers la préservation des équilibres sociaux. Ce choix constitue un rempart contre les pressions inflationnistes et contribue à préserver le pouvoir d'achat des ménages. Dans le détail, les prix pratiqués sur le marché national figurent parmi les plus bas à l'échelle internationale. Le litre d'essence s'établit à 47 dinars, tandis que le diesel est fixé à 31 dinars et le gaz de pétrole liquéfié à 12 dinars. Ces niveaux, nettement inférieurs aux coûts réels, illustrent l'ampleur du soutien public consenti par l'État.
Chaque année, l'Algérie mobilise des ressources financières considérables pour pérenniser ce dispositif, avec une enveloppe avoisinant les 17 milliards de dollars. Cette orientation confirme la solidité du modèle social national, dans lequel l'accès à une énergie à prix abordable constitue un pilier de la stabilité socio-économique. En prenant en charge l'écart entre les coûts de revient et les tarifs appliqués, l'État protège le budget des ménages tout en soutenant l'activité économique, notamment dans les secteurs les plus énergivores. Cette approche s'inscrit dans une tendance observée dans plusieurs pays, notamment dans le monde arabe, où le maintien de prix stables vise à contenir la hausse des coûts de l'énergie.
Toutefois, l'Algérie se distingue par l'ampleur des moyens mobilisés et par la constance de cette politique, malgré les contraintes budgétaires qu'elle engendre.
Si ce soutien contribue à soutenir l'activité économique, il exerce néanmoins une pression croissante sur les finances publiques, dans un contexte de forte demande intérieure en énergie. Cette situation soulève la question de l'optimisation de la consommation à moyen et long termes. Néanmoins, face aux incertitudes internationales, Alger continue de privilégier la prudence : la stabilité des prix à la pompe demeure un levier central pour contenir les chocs externes, tout en amorçant une réflexion sur l'adaptation progressive du modèle énergétique national.

KHENCHELA

500 millions DA pour l'aménagement de 5 nouveaux sites résidentiels

Une enveloppe financière de 500 millions DA a été octroyée pour la réalisation de projets d'aménagement urbain de cinq nouveaux sites résidentiels dans la wilaya de Khenchela, à-on appris lundi auprès du directeur de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction (DUAC).
Il s'agit de trois sites de réalisation de 720 logements de type location-vente et de deux sites de réalisation de 400 logements promotionnels aidés, a précisé à l'APS M. Kamel Allioui.
Les travaux prévus dans ces projets portent sur l'ouverture et le revêtement de routes, l'aménagement de bordures de routes, la pose de canalisations d'assainissement et des conduites principales d'eau potable, le raccordement au réseau d'éclairage public, l'aménagement d'espaces verts et d'aires de jeu pour enfants, a ajouté le même responsable. Ces projets seront lancés dès la fin de l'élaboration des cahiers de charges et des procédures légales accompagnant l'annonce des marchés, selon la même source qui a relevé que ces projets permettront d'améliorer le cadre de vie des habitants et de donner au paysage urbain un aspect moderne et organisé conforme aux normes d'urbanisme.
Au cours de l'année passée, des projets d'amélioration urbaine de six sites résidentiels dans quatre communes ont été pris en charge pour une enveloppe financière de 3,5 milliards DA, a rappelé le même responsable.

APS

GUELMA

Plantation prévisionnelle de 3.300 hectares de tomate industrielle

La campagne de plantation de tomate industrielle dans la wilaya de Guelma cible au titre de la saison agricole 2025-2026 la plantation de 3.300 hectares, a-on appris lundi auprès de la direction des services agricoles. Cette campagne lancée le moi de mars passé se poursuivra jusqu'à la fin du mois d'avril courant et devra dépasser l'objectif tracé, indiqué à l'APS la chargée de communication de cette direction, Samira Helassi.
Depuis son lancement, la campagne de plantation a suscité une dynamique soutenue chez les agriculteurs qui augurent d'une bonne saison au milieu de conditions climatiques favorables marquées par d'importantes précipitations de pluies et l'augmentation du niveau du barrage de Bouhamdane, situé dans la commune de Hammam Debagh, qui constitue la principale source d'eau pour le périmètre d'irrigation agricole, a souligné la même source.
Selon Mme Helassi, cet engouement des agriculteurs devra consolider la place de cette filière dans l'économie de la wilaya surtout avec l'adhésion notable au programme de production de tomate industrielle des agriculteurs des régions Ouest et Sud de la wilaya qui étaient connues surtout pour les cultures de céréales et légumes secs à l'instar d'Oued Zenati, d'Ain Reggada et de Tamlouka.
La plantation de cette superficie en tomate industrielle devra se traduire par une augmentation de la production qui avait atteint la saison précédente plus de 2,5 millions de quintaux, a souligné la même source.

Agence

TIZI-OUZOU

Plus de 12,6 millions de litres d'huile d'olive produits cette saison

Un volume total de plus de 12,6 millions de litres d'huile d'olive a été produit à Tizi-Ouzou au titre de la campagne oléicole 2025/2026, soit plus du double de la production de l'année dernière, a-t-on appris auprès de la direction locale des services agricoles (DSA).

Le chef de service Organisation de la production et appui technique (OPAT) à la DSA, Nadir Boussa, a indiqué à l'APS qu'une production significative de 12.615.504 litres d'huile a été réalisée cette année. Ce volume a été produit suite à la trituration de 776.339 quintaux d'olives, a-t-il noté. Le rendement moyen en huile s'est établi à 16,25 litres par quintal de fruits, un résultat jugé moyen par rapport aux performances habituelles, alors que le rendement moyen en fruits est de 25,1 qx/ha selon le responsable. La récolte des olives s'est effectuée sur une superficie en rapport (productive) de 31.138 ha du verger oléicole de la wilaya, lequel s'étend sur une superficie totale de 38.092 ha. Les 6.954 ha restants n'étant pas encore entrés en production. M. Boussa a précisé que cette saison a été marquée par un rendement en olives "exceptionnel" de 25,1 quintaux par hectare, bien que la teneur en huile ait été affectée par les conditions climatiques, notamment un manque de précipitations durant la phase de lipogenèse (période durant laquelle l'arbre produit de l'huile dans le fruit).
L'autre fait ayant marqué la récolte cette saison est les épisodes pluvieux qui ont engendré des retards, prolongeant la cueillette, a-t-il observé.
Durant la campagne écoulée (2024/2025), la wilaya de Tizi-Ouzou avait enregistré une production de plus de 5,5 millions de litres d'huile d'olive, rappelle-t-on.
Cette saison 2025/2026 marque donc une progression significative du volume global d'huile produit, porté par une récolte record de ce fruit qui a compensé le rendement moyen en huile.
A noter que la campagne a été caractérisée par la mise en service de quatre nouvelles huileries modernes acquises via des crédits d'investissement bonifiés par l'Etat, portant le parc total à 337 huileries, dont 126 unités à chaîne continue (huileries modernes).

APS

OUARGLA

Réalisation d'un nouvel abattoir pour améliorer la qualité des prestations

La réalisation d'un nouvel abattoir communal a été lancée dans la zone d'activités d'Ouargla, dans le but de renforcer l'abattoir actuel, améliorant la qualité des prestations d'abattage et la satisfaction des besoins des citoyens et des institutions, à-on appris lundi des services de la wilaya.
Le projet en question, couvrant une superficie globale de 2,1 hectares, dont 1.500 m² couverts, est conçu comme une installation moderne répondant aux besoins du marché local et garantissant les conditions d'hygiène et de sécurité sanitaire, tout au long du processus d'abattage et de traitement.
Il est réalisé selon les normes internationales en la matière et est équipé de toutes les installations nécessaires, dont les ailes d'abattage, les chambres froides, les zones de contrôle vétérinaire et les aires de stockage, afin de garantir la qualité des viandes, à-on souligné.
Doté d'un financement de 300 millions DA puisés du budget complémentaire de l'exercice 2025 et prévu avec un délai de réalisation de 20 mois, le projet est scindé en une partie centrale (ailes d'abattage et de découpe) et les servitudes (aménagements extérieurs, entrée, clôture d'enceinte et hangar à bestiaux).
Il disposera également d'une station de traitement des eaux d'assainissement et d'un incinérateur écologique, afin de garantir la protection de l'environnement et limiter les impacts négatifs sur celui-ci.
Lors du lancement du projet, le wali d'Ouargla, Abdelghani Filali, a mis l'accent sur le respect des normes techniques les plus rigoureuses, en le dotant d'équipements modernes garantissant la qualité et l'efficacité des prestations.

APS

SAÏDA

Plusieurs projets de développement en cours de concrétisation pour améliorer les conditions de vie des populations

La réalisation de nombreux projets de développement se poursuit à travers plusieurs secteurs dans la wilaya de Saïda, visant à améliorer le cadre de vie des habitants, a-on appris, lundi, auprès des services de la wilaya.
Ces projets, lancés à la fin de l'année 2025, concernent plusieurs zones relevant des communes de Aïn El Hadjar, Moulay Larbi, Aïn Skhouna, Maâmoura, Youb, Doui Thabet et Ouled Khaled.
Dans la commune de Youb, le programme prévoit la livraison prochaine d'une station de pompage d'eau potable à partir du fourrage de Hassi El Abd, au profit de l'Algérienne des eaux qui en assurera la gestion. Le programme en cours comprend également, dans la commune d'Aïn Skhouna, le renouvellement du réseau d'assainissement au quartier des 82 logements, ainsi que la réalisation d'un nouveau fourrage dans la région d'El Kanatis pour renforcer l'alimentation en eau potable. Dans la commune de Maâmoura, plusieurs projets sont en cours, notamment la réalisation d'une cantine scolaire à l'école primaire "Haïdour Cheikh" dans le village d'El Houadir, ainsi que l'aménagement de la route menant au village de Sidi Youcef, dont le taux d'avancement des travaux atteint 80%, en plus du forage d'un puits à Ouled Ahmed Belhadj, où les travaux ont atteint une profondeur de 300 mètres linéaires. Dans la commune de Ouled Khaled, des travaux sont en cours pour la réalisation d'une cantine scolaire à l'école primaire « Chouaki Abdelkader », ainsi que la construction de trois salles de classe dans le cadre de l'extension de l'école « Zitouni Mohamed ».

BATNA

Mise en service d'une opération d'électrification rurale au profit des habitants de la mechta d'Ouled Bouaoun à Seriana

Les habitants de la mechta d'Ouled Bouaoun, dans la commune de Seriana (Batna), bénéficient depuis lundi après-midi de l'électricité au titre d'une cérémonie de mise en service présidée par le wali, Riadh Benahmed.
Selon les explications fournies par le directeur de l'énergie par intérim, Abdelmalek Hamchi, à l'adresse du chef de l'exécutif local qui effectuait une visite de travail dans les communes de la daïra de Seriana (Zana El Beïda et Lazrou), une enveloppe de plus de 21,5 millions de dinars a été prévue à ce projet dans le cadre d'un programme de rattrapage des zones isolées, permettant le raccordement des 55 foyers épars de cette mechta.
M. Hamchi a ajouté que l'objectif de cette opération est de sédentariser les habitants de ce hameau à vocation agricole, tout en améliorant leurs conditions de vie, avant de préciser que le coût du raccordement de chacun des foyers est de l'ordre de 392.000 dinars, pris en charge par l'Etat à hauteur de 65 % et par le groupe Sonelgaz (par le biais de la Société de distribution de Batna) à hauteur de 35 %. Le wali de Batna, affirmant à cette occasion que la wilaya a connu un « saut qualitatif important » en matière de raccordement au réseau électrique dont le taux de couverture est actuellement de 98 %, a fait savoir qu'il ne restait plus à raccorder que « quelques extensions résidentielles et autres foyers épars devant être bientôt pris en charge ». M. Benahmed a également indiqué, dans ce contexte, qu'il sera "très prochainement" procédé au lancement de 17 opérations dans le cadre de la caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales et du budget de la wilaya, destinées à raccorder plus de 3.600 foyers au réseau électrique, au moment où la concrétisation de 21 autres opérations similaires se poursuit dans plusieurs communes.
La tournée du chef de l'exécutif local dans les trois communes concernées de la daïra de Seriana a donné lieu à l'inspection de plusieurs projets de développement dans les secteurs de l'habitat, des travaux publics, de l'éducation nationale et de l'industrie, parmi lesquels le projet de réalisation de la pénétrante vers l'autoroute Est-ouest via le carrefour de Chelghoum-Laïd (Mila), et le projet de réalisation, dans la commune de Zana El Beïda, d'une usine d'assemblage de camions et d'autobus de marque étrangère dans le cadre de l'investissement privé.
Le wali s'est enquis au cours de sa visite des préoccupations des habitants de ces communes, promettant de les étudier et de les prendre en charge en fonction des priorités et des ressources financières disponibles.

R.R.

«La dédollarisation n'est pas un basculement… c'est un seuil»

La dédollarisation est l'un des concepts les plus mal traités du débat économique contemporain. À chaque transaction en yuan, certains annoncent la fin imminente du dollar. À l'inverse, d'autres la réduisent à une chimère géopolitique. Ces deux lectures échouent pour la même raison : elles confondent existence d'un mécanisme et activation d'un régime.

Par Michal Santi, économiste (*)

La réalité est plus exigeante. La dédollarisation n'est ni un mythe, ni un événement. C'est un processus conditionnel, dont la dynamique dépend d'un paramètre rarement posé clairement : le seuil à partir duquel une accumulation marginale devient un phénomène systémique.

Un mécanisme réel, mais non auto-exécutant

L'"inverse liquidity pump" décrit une mécanique simple. Si une part croissante des flux pétroliers est libellée hors dollar, les excédents correspondants cessent d'être recyclés vers les actifs américains, en particulier les Treasuries. La demande structurelle pour la dette américaine s'en trouve affaiblie, ce qui exerce une pression haussière sur son coût de financement. La logique est correcte. Mais elle est statique.
Un mécanisme comptable n'est pas une trajectoire macro-financière. Entre les deux se trouvent des élasticités, des substitutions et, surtout, des ordres de grandeur. À l'échelle d'un marché obligataire américain supérieur à 25 000 milliards de dollars, un déplacement marginal des flux pétroliers mondiaux — même de plusieurs points de pourcentage — est absorbable sans effet visible. En revanche, une réallocation durable de l'ordre de 10 à 20 % commencerait à modifier la structure des acheteurs, et pourrait se traduire par une hausse perceptible du term premium, notamment dans un contexte de déficits élevés et de moindre présence des acheteurs officiels. Autrement dit : le mécanisme existe, mais il n'est pas auto-exécutant. Il est conditionné par un seuil.

Des signaux visibles, mais encore infra-critiques

Les évolutions récentes sont réelles. Des transactions énergétiques en yuan se multiplient à la marge. Des expérimentations de règlements alternatifs apparaissent, y compris dans des zones stratégiques comme le détroit d'Ormuz. La part du yuan dans certains flux commerciaux énergétiques a progressé plus vite que prévu.
Mais l'échelle reste décisive. Quelques transactions sur des dizaines de milliers de flux annuels relèvent du signal, non du basculement. Confondre les deux revient à extrapoler une tendance à partir d'un bruit. L'erreur symétrique consiste à les ignorer. Car ces signaux ont une propriété spécifique : ils sont cumulables.

Le vrai verrou : la destination des flux

La question centrale n'est pas celle de la monnaie de transaction, mais celle de la monnaie de réserve.
Pour que des flux sortent durablement du dollar, ils doivent trouver une destination alternative capable d'absorber des volumes massifs avec des caractéristiques comparables : profondeur, liquidité, sécurité juridique, convertibilité. C'est cette fonction que remplissent aujourd'hui les marchés américains — et que les alternatives peinent encore à offrir.
Le renminbi progresse comme monnaie d'échange. Il reste marginal comme monnaie de réserve. Ce décalage n'est pas anecdotique : il constitue la contrainte structurelle du processus. Substituer une devise de facturation est relativement simple. Substituer un actif de réserve global ne l'est pas.
Tant que cette asymétrie persiste, une part significative des flux internationaux — même initiés hors dollar — continue, par nécessité, de se recycler vers les marchés américains.

Une stratégie chinoise cohérente, mais contrainte

La Chine poursuit explicitement un objectif d'internationalisation du renminbi. La logique est stratégique : réduire la dépendance au dollar, accroître l'autonomie financière, structurer des sphères d'influence monétaire.
Mais cette ambition se heurte à une contradiction interne. Une monnaie internationale suppose une ouverture financière — convertibilité du compte de capital, circulation libre des capitaux — difficilement compatible avec un modèle fondé sur le contrôle des flux.
Cette tension ne rend pas la trajectoire impossible. Elle la rend graduelle.

Une dynamique lente, mais irréversible

Là où la dédollarisation devient analytiquement intéressante, ce n'est pas dans l'hypothèse d'un basculement brutal, mais dans celle d'une accumulation marginale. Chaque sanction, chaque restriction d'accès au système financier en dollar, chaque incitation à diversifier les canaux de paiement produit un effet d'apprentissage. Les acteurs ne sortent pas du dollar par conviction idéologique, mais par gestion du risque. Ils construisent des alternatives comme on souscrit une assurance : avant d'en avoir besoin.
Cette dynamique est lente, mais elle présente une caractéristique essentielle : elle est difficilement réversible. Une infrastructure de paiement alternative, une fois en place, ne disparaît pas.
Le point critique n'est donc pas l'apparition de flux hors dollar, mais leur accumulation jusqu'au moment où ils cessent d'être marginaux pour devenir macro-financièrement visibles.

La dédollarisation n'est pas un récit à trancher, mais une variable à mesurer

L'"inverse liquidity pump" décrit une possibilité réelle, dont les prémices sont observables mais dont l'activation dépend de conditions strictes : ampleur des flux, structure des marchés, capacité d'absorption des actifs alternatifs.
Le débat pertinent ne consiste pas à annoncer la fin du dollar, mais à suivre les indicateurs qui signaleraient un changement de régime : composition des acheteurs de Treasuries, évolution du term premium, progression des réserves en monnaies alternatives, profondeur effective des marchés non américains. C'est une question de seuil, de vitesse et de structure.
Autrement dit : non une prophétie, mais un problème empirique ouvert.

(*) Michel Santi est macro-économiste, spécialiste des marchés financiers et des banques centrales, écrivain. Il publie aux Editions Favre « Une jeunesse levantine », Préface de Gilles Kepel. Son fil Twitter.

Source: La Tribune.fr; publié le 07/04/2026

«Les règles du business ont changé : ce que les pionniers ont compris »

Par Véronique Nguyen, professeur adjoint à HEC (*)

Les géants de la tech ont réinventé le business. Leur secret ? Une agilité réactive et subversive qui surclasse les modèles traditionnels. Alors que nombre de grandes entreprises historiques continuent d'appliquer des préceptes hérités du XXe siècle, les géants américains de la tech et de nombreuses entreprises chinoises ont, dans une quête délibérée d'agilité et de vitesse, mis au point un nouveau modèle qui leur permet de surclasser leurs concurrents de la vieille école.
Ces nouveaux champions ne se contentent pas d'innover technologiquement. Ils ont réinventé en profondeur la manière de faire du business et ringardisé certaines approches qui ont encore pignon sur rue.
De grandes entreprises chinoises (BYD, Huawei, Xiaomi, Tencent, Alibaba, Ping an, …) et américaines (Amazon, Google, Nvidia, …) offrent aujourd'hui des laboratoires à ciel ouvert et bousculent plusieurs certitudes en matière stratégique et organisationnelle.
La clé de cette nouvelle approche est une agilité exceptionnelle, aux antipodes de l'inertie et de la bureaucratisation que l'on avait fini par considérer comme un mal nécessaire. Cette agilité peut être réactive, pour s'adapter rapidement à des circonstances changeantes, ou subversive, pour provoquer des changements en sa faveur.
L'effet d'ensemble sidère les rivaux, qui ne peuvent assimiler le flot continu des avancées qu'une telle approche permet de produire en série. Subissant les événements, les entreprises traditionnelles en sont réduites à réagir à contre-temps, avec une multitude de coups de retard, sans jamais réussir à reprendre l'initiative.
Les entreprises qui étaient ainsi parvenues à prendre des positions dominantes en Chine, en exportant dans un paysage encore vierge leur concept, comme l'hypermarché pour Carrefour, ou leurs voitures, à l'image de Volkswagen, ont été progressivement dépassées par des groupes locaux plus inventifs et plus rapides, structurés pour apprendre et se transformer en continu.
Les nouveaux champions déploient une stratégie « Bambou », qui repose sur un double portefeuille de racines et de tiges, en expansion continue. Les racines, constamment développées, sont partagées et recombinées pour donner naissance à un foisonnement de nouvelles tiges qui, après sélection et développement rapide, régénéreront, compléteront ou remplaceront les branches matures ou déclinantes, tout en enrichissant en retour les racines.
La manière dont les nouveaux leaders organisent l'effort collectif leur donne un méta-avantage compétitif. Iconoclastes, ils ont adopté une structure Bambou, en miroir de la stratégie : la plateforme, qui héberge les ressources et les services communs, les met à la disposition des branches semi-indépendantes, composées d'équipes autonomes, auto-suffisantes et polyvalentes. Ils travaillent mieux et plus rapidement, en raccourcissant leurs cycles de travail, en se synchronisant de manière fluide, en tirant un meilleur parti de leurs ressources et de l'intelligence de leurs collaborateurs.
Les pratiques traditionnelles de contrôle et d'optimisation ont été profondément revues pour ne pas entraver leur croissance. Une forme de « gras » (duplications, redondances, échecs) est accepté comme le prix à payer pour la vitesse et l'innovation.
C'est ainsi que la compétition mondiale ne porte plus seulement sur les produits, les coûts ou la technologie. Elle se joue désormais sur les modèles stratégiques et organisationnels.

(*) Véronique Nguyen est professeur à HEC Paris. Ancienne directrice scientifique du MSc Strategic Management (aujourd'hui classé n°1 mondial par The Economist), elle assure également la direction académique de plusieurs programmes internationaux qui contribuent au rang de leader mondial d'HEC en Executive Education.

Source: la Tribune.fr; publié le 07/05/2026

SELON LE PATRON DE BASRA OIL

L'Irak pourrait rétablir ses exportations de pétrole à leur niveau d'avant-guerre en une semaine si Ormuz rouvre

L'Irak pourrait ramener ses exportations de pétrole brut à environ 3,4 millions de barils par jour (bpj) en l'espace d'une semaine, à condition que le conflit avec l'Iran prenne fin et que le détroit d'Ormuz soit rouvert, a déclaré le dirigeant de la compagnie d'État Basra Oil Company.

Parmi les producteurs de pétrole du Golfe, l'Irak a subi la plus forte baisse de revenus pétroliers en raison de la fermeture effective du détroit, selon une analyse de Reuters, faute de voies d'expédition alternatives.

Cependant, le pays, deuxième producteur de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), est en mesure de rétablir rapidement sa production aux niveaux antérieurs aux frappes israélo-américaines contre l'Iran fin février, lesquelles ont entraîné le blocage de cette voie navigable. Le détroit est habituellement le point de passage d'environ un cinquième des flux mondiaux de pétrole et de GNL.

Bassem Abdul Karim a précisé que l'Iran n'avait fourni jusqu'ici que des garanties verbales concernant l'autorisation de transit des pétroliers irakiens par le détroit.

"Nous n'avons reçu aucun document officiel relatif à l'autorisation de passage pour les navires irakiens", a-t-il déclaré lors d'un entretien avec Reuters. Il a indiqué que la production des gisements du sud de l'Irak s'élevait à environ 900 000 barils par jour, mais qu'en cas de fin des hostilités et de garantie d'un passage sécurisé, les exportations pourraient atteindre 3,4 millions de bpj sous huitaine.

R.A

RENFORÇEMENT DE LA PRODUCTION ET SÉCURISATION DES STOCKS

Les devises étrangères au cœur de la stratégie d'Al-Sissi

Le président a souligné la nécessité d'une coordination constante entre le gouvernement et la Banque Centrale d'Egypte pour assurer le maintien d'un taux de change flexible et unifié, lors d'un entretien avec le Premier ministre et le gouverneur de la BCE.

R I/Agence

La mobilisation des ressources en devises étrangères pour garantir l'approvisionnement industriel et la sécurisation des biens de consommation essentiels ont été au centre des échanges lundi 6 avril entre le Président Abdel Fattah Al-Sissi, le Premier ministre Mostafa Madbouly et le gouverneur de la Banque Centrale d'Égypte (BCE) Hassan Abdalla, selon un communiqué publié par le porte-parole de la Présidence égyptienne.

« La réunion a porté sur plusieurs axes relatifs à la performance de l'économie égyptienne », a-t-il indiqué en ajoutant que le Chef de l'État avait pris connaissance, au cours de cette réunion, de l'ensemble des efforts actuellement déployés pour assurer une réduction continue des taux d'inflation.

Parallèlement, les discussions ont mis en lumière les mécanismes mis en œuvre pour augmenter les flux de dollars et consolider les réserves de change de l'État. Le Président a suivi de près l'avancement des réformes structurelles engagées par le gouvernement, poursuit le communiqué.

Al-Sissi a également souligné la nécessité d'une coordination constante entre le gouvernement et la BCE pour assurer le maintien d'un taux de change flexible et unifié.

Sécurité des stocks et rôle du secteur privé

« L'Égypte maintien des niveaux de réserves de change « sûrs », permettant de sécuriser les besoins stratégiques et les intrants de production pour les usines », s'est félicité pour sa part le gouverneur de la BCE.

Le Président a insisté sur l'importance de continuer à fournir les liquidités nécessaires pour maintenir des stocks rassurants.

L'Egypte figure parmi les plus grands importateurs mondiaux de blé, et dépend également lourdement de l'étranger pour ses produits alimentaires de base, comme les huiles et le sucre.

L'ordre du jour a également inclus un suivi rigoureux de l'évolution de la dette extérieure par rapport au produit intérieur brut (PIB). Par ailleurs, les discussions ont porté sur l'octroi de nouvelles opportunités et de financements au secteur privé. Le Président Al-Sissi a ordonné de renforcer les incitations économiques et de garantir une disponibilité suffisante de dollars pour répondre aux besoins de développement et assurer la stabilité de l'approvisionnement du pays.

Malgré les tensions mondiales, l'Egypte a accru de 85 millions de dollars (+0,16%) ses réserves de devises étrangères en mars, qui ont atteint 52,83 milliards de dollars, selon les récentes données de la BCE.

TUNISIE

Les transferts des TRE et les recettes touristiques en hausse de 5,75%

Selon les derniers chiffres publiés par la Banque centrale de Tunisie (BCT), les transferts des Tunisiens résidant à l'étranger et les recettes touristiques enregistrent au 31 mars 2026 une progression, renforçant leur contribution aux finances du pays.

Les données font ressortir une progression des transferts de la diaspora tunisienne, dont les recettes cumulées ont atteint 2,13 milliards de dinars au 31 mars 2026, contre plus de deux milliards de dinars à la même période en 2025, soit une hausse de 6,53%.

Les recettes touristiques affichent, de leur côté, une croissance plus modérée. Elles se sont établies à 1,45 milliard de dinars au 31 mars 2026, contre 1,38 milliard de dinars un an auparavant, enregistrant ainsi une augmentation de 4,61% en ce début d'année.

Au total, les transferts des TRE et les recettes touristiques combinés ont généré 3,58 milliards de dinars au 31 mars 2026, contre 3,39 milliards de dinars à la même date en 2025, en hausse de 5,74%.

Notons que ces deux sources avaient rapporté, en 2025, 16,86 milliards de dinars, contre 15,86 milliards de dinars en 2024, soit une hausse annuelle de 996,2 millions de dinars (+6,28%).

R I.

TOURISME

Entre désert et océan, la Mauritanie cherche sa voie

Quatre villes classées au patrimoine mondial de l'UNESCO, 700 kilomètres de côte atlantique vierge, un désert parmi les moins fréquentés d'Afrique… la Mauritanie possède l'un des portefeuilles touristiques les plus singuliers du continent et paradoxalement le moins développé.

C'est précisément ce paradoxe que le Forum International sur le Tourisme 2026 tente de résoudre.

Le gouvernement mauritanien veut relancer le secteur du tourisme en jouant sur les atouts naturels majeurs du pays. C'est dans le cadre de cette stratégie que l'Office National du Tourisme (ONT), organise un Forum International sur le Tourisme du 2 au 5 avril sur le thème «L'épopée du sable et de la mer».

Le coup d'envoi de la manifestation a été donné au cours de la nuit du jeudi au vendredi, par le ministre du Commerce et du Tourisme, Zeinab mint Ahmednah, en présence de plusieurs hauts responsables gouvernementaux, de nombreux invités étrangers et d'une forte assistance.

La Mauritanie est dotée de vastes étendues désertiques, d'une façade atlantique de 700 kilomètres, de deux importantes réserves naturelles, de quatre cités anciennes classées patrimoine mondial par l'UNESCO et une population riche de cultures et d'arts diversifiés. Cependant, ces richesses restent confrontées aux défis de l'investissement, de la mise en valeur et souffrent d'un énorme déficit en infrastructures.

Zeinab mint Ahmednah, ministre du Commerce et tourisme, explique que la manifestation vise à promouvoir la destination Mauritanie, en mettant en avant les atouts naturels, mais aussi la dimension culturelle «dans le cadre d'un événement scientifique et professionnel de haut niveau, une plateforme de dialogue stratégique, d'échange d'expériences et de création de partenariats, sur la base de perspectives d'investissements dans un secteur appelé à devenir pivot de l'économie nationale ».

Cet élan voulu au tourisme ne saurait porter ses fruits sans la formation de compétences appelées à être au contact des clients nationaux et étrangers comme l'accueil, l'hébergement, la restauration, les service étage d'un hôtel et la gastronomie.

Au sujet de cette dernière discipline, Fatimetou mint Ahmed Taleb, responsable d'une école d'hôtellerie et de tourisme nous apprend qu'actuellement l'établissement enseigne la valorisation des plats traditionnels de Mauritanie.

Présent à ce forum, le responsable du département marketing de la compagnie aérienne nationale, Mauritanie Airlines dévoile la stratégie client mise en place «nos services sont adaptés à une large palette de clientèle. Nous avons une diversité de prix avec des tarifs additifs comme l'assistance médicale. Mauritanie Airlines fait des promotions notamment sur la ligne Nouakchott-Casablanca en aller-retour à 16.900 ouguiyas, avec la possibilité d'acheter son billet même à une heure du vol.

Nous avons les tarifs les moins chers du marché. Nous organisons des vols sur Médine pour la Oumra et pratiquons des réductions pour les enfants de moins de 12 ans".

Durant quatre jours, les participants débattront de plusieurs thématiques majeures liées aux transformations du secteur touristique, aux stratégies de promotion, à la valorisation du patrimoine culinaire, aux industries artisanales et au développement du tourisme durable.

R I/agence

POUR RELANCER SA FILIÈRE HUILE DE PALME

Le Nigeria se dote d'une stratégie nationale

Le Nigeria est le 5ème producteur mondial d'huile de palme brute derrière l'Indonésie, la Malaisie, la Thaïlande et la Colombie. Alors que la production locale stagne et que le pays reste dépendant des importations, le gouvernement souhaite insuffler une nouvelle dynamique avec des réformes.

Synthèse R I/agence

Au Nigeria, le gouvernement vient de dévoiler une stratégie nationale visant à développer la filière huile de palme. Présentée lors d'une réunion de validation tenue le 2 avril à Abuja, cette feuille de route permettra, selon les autorités, de capter 10 % du marché mondial de l'huile de palme au cours des six prochaines années et d'atteindre l'autosuffisance d'ici 2050.

Selon les informations relayées par les médias locaux, les interventions prévues porteront principalement sur l'amélioration des rendements des cultures de palmier à huile, l'expansion des superficies cultivées et la modernisation des infrastructures de transformation.

Au-delà de l'amont agricole, le plan introduit également une réforme institutionnelle visant à structurer la gouvernance du secteur. Il prévoit notamment la création d'un Conseil national de l'huile de palme, ainsi que de mécanismes de financement dédiés, dont un fonds de développement de la filière et un fonds spécifique pour les petits producteurs.

« Nous n'avons jamais eu de politique auparavant. C'est la première fois que le Nigeria disposera d'un document validé et porté par le gouvernement et les parties prenantes pour piloter, réglementer et stimuler l'industrie », a déclaré Alphonsus Nyang, président de l'Association nationale des producteurs de palmier à huile du pays (NPPAN).

Selon le responsable, le nouveau cadre permettra de créer une architecture de gouvernance structurée, similaire à celle en vigueur dans les principaux pays producteurs d'huile de palme du monde, tels que la Malaisie et l'Indonésie.

Pour l'heure, la production locale ne couvre encore que 75 % des besoins du marché intérieur. Dans son dernier rapport sur le marché mondial des oléagineux, le Département américain de l'agriculture s'attend à ce que le Nigeria produise 1,5 million de tonnes d'huile de palme en 2026, en stagnation par rapport à l'année précédente, alors que les besoins de consommation sont évalués à 1,95 million de tonnes.

Le déficit de production actuel est comblé par des importations. D'après l'USDA, le Nigeria importe environ 92 % de son huile de palme de Malaisie, tandis que le reste provient du Ghana, de l'Indonésie et de la Côte d'Ivoire. Par ailleurs, d'importantes quantités de produits dérivés de l'huile de palme non enregistrée pénètrent sur le marché nigérian par des circuits transfrontaliers informels depuis les pays voisins d'Afrique de l'Ouest et du Centre, comme le Bénin, le Togo et le Cameroun.

CÔTE D'IVOIRE

L'ambition de développer une nouvelle mine d'or prend forme à Ferké

Avec des projets déjà bien avancés comme Boundiali, Afema et Didievi, la Côte d'Ivoire prépare progressivement sa prochaine génération de mines d'or. Parallèlement, d'autres actifs émergents se positionnent peu à peu pour soutenir durablement cette dynamique, à l'image de Ferké.

Dans une note publiée jeudi 2 avril, la compagnie minière australienne Many Peaks Minerals a annoncé des résultats d'exploration jugés prometteurs pour son projet aurifère Ferké en Côte d'Ivoire. Ces avancées renforcent son ambition d'y poser dès cette année les bases du développement d'une future mine d'or.

Dans le détail, la société indique que ces résultats, issus d'un programme de forage métallurgique d'environ 1 800 mètres achevé en février, mettent en évidence une amélioration des teneurs en or sur le site. Elle prévoit désormais d'intégrer ces données dans une première estimation de ressources minérales, attendue au cours du trimestre.

L'objectif est de s'appuyer sur ces progrès pour finaliser d'ici fin 2026 une étude de préfaisabilité (PFS). Cette étape clé permettra de préciser les contours du projet, notamment à travers ses premiers indicateurs économiques et techniques, tels que les coûts de développement et le profil de production.

La concrétisation de ce calendrier renforcerait la position de Many Peaks en Côte d'Ivoire et lui offrirait une base solide pour faire progresser Ferké vers une phase de développement plus avancée. Cette dynamique s'inscrit dans un contexte de marché favorable, marqué par une forte hausse des prix de l'or depuis début 2025, qui soutient l'intérêt des investisseurs.

Reste désormais à voir comment ces avancées se traduiront concrètement sur le terrain dans les prochains mois. En attendant, c'est la Côte d'Ivoire qui s'affirme davantage comme un pôle aurifère en plein essor en Afrique de l'Ouest, portée à la fois par le développement de nouvelles grandes mines et par la progression de projets plus avancés comme Boundiali (Aurum Resources) et Afema (Turaco Gold).

Agence

POUR CONFIRMER SON POTENTIEL PÉTROLIER

La Somalie fore son premier puits offshore

Le lancement des activités de forage du premier puits d'exploration au large de la Somalie avait été annoncé en février 2026 par le gouvernement turc, alors qu'un navire dédié était en cours de déploiement.

La Somalie a lancé les travaux de forage du tout premier puits d'exploration pétrolière offshore. Cette information a été rapportée lundi 6 avril par la presse locale à l'issue d'une sortie médiatique d'Ali Omar, ministre somalien des Affaires étrangères. Ce forage dénommé Curad-1, est réalisé avec l'appui de la Turquie et marque le passage de la phase d'études sismiques, à celle de test direct en mer. L'objectif est de vérifier la présence d'hydrocarbures dans les eaux territoriales somaliennes.

Comme rapporté par Agence Ecofin, ces opérations sont réalisées via le navire de forage turc deep-sea Çağrı Bey, déployé depuis février 2026 dans la zone d'intérêt. L'un de ses objectifs est de recueillir des données sur les caractéristiques du sous-sol.

Ces éléments techniques sont nécessaires pour confirmer et préciser la présence éventuelle des ressources pétrolières, d'une part, et de l'autre évaluer la viabilité commerciale et les possibilités d'exploitation du potentiel en hydrocarbures identifié.

« En cas de succès, cela pourrait renforcer les perspectives de croissance de la Somalie fondée sur ses ressources, tout en consolidant le rôle de la Turquie en tant que partenaire fiable à long terme », a déclaré Ali Omar.

Entre dépendance structurelle et pari pétrolier incertain

Depuis plusieurs années, les autorités somaliennes affichent leur volonté de s'appuyer sur les hydrocarbures pour soutenir la croissance économique. La poursuite de cette ambition intervient alors que l'économie somalienne reste dominée par des secteurs traditionnels.

D'après le Country Focus Report 2025, publié en mars 2025 par la Banque africaine de développement (BAD), l'agriculture, principalement l'élevage, représente environ 65 % du PIB. Le même rapport cite les services, notamment les télécommunications et les transferts financiers de la diaspora, ainsi que la consommation privée, parmi les principaux moteurs de l'activité économique somalienne.

Agence

MOZAMBIQUE

Les importations de carburant reculent pour la 2e année consécutive

Le Mozambique consacre d'importants fonds pour se faire livrer des produits pétroliers, dont le carburant destiné à son marché domestique. Une situation qui expose le pays aux perturbations des routes d'approvisionnement.

Au Mozambique, la facture des importations de carburants régresse pour la deuxième année consécutive, d'après des données de la Banque du Mozambique, rapportées mardi 31 mars par le média local Club of Mozambique.

Au terme de l'année 2025, les dépenses en importations de carburant sont en effet passées sous le seuil d'un milliard d'euros (environ 1,15 milliard de dollars). Un repli qui prolonge une tendance observée l'année précédente quand, d'après l'institution monétaire, la facture des importations de carburants s'était établie à environ 1,2 milliard de dollars en 2024, contre 1,42 milliard en 2023.

Dans son dernier rapport, la Banque du Mozambique indique que l'activité économique a été affectée par des perturbations postélectorales et des contraintes financières. L'institution précise que ces facteurs ont entraîné une baisse de la demande intérieure, y compris en produits énergétiques. La banque centrale souligne également que des tensions sur les réserves en devises ont limité la capacité du pays à financer certaines importations, notamment les carburants.

Un approvisionnement exposé aux tensions du détroit d'Ormuz

Cette évolution intervient alors que l'approvisionnement du Mozambique en carburants repose majoritairement sur les importations. Environ 80 % de ces volumes transitent par le détroit d'Ormuz, selon le secrétaire d'État à l'Énergie, Amílcar Tivane, dans des déclarations rapportées le 11 mars 2026.

Le responsable gouvernemental a également indiqué que le pays dispose de réserves stratégiques de carburants estimées à 75 000 tonnes. Un stock qui peut permettre de couvrir les besoins nationaux jusqu'au début du mois de mai 2026. Par ailleurs, les autorités précisent que 85 000 tonnes supplémentaires de carburants sont stockées au niveau des terminaux portuaires. Si le Mozambique s'est prémuni contre une pénurie de carburants à court terme grâce à ses stocks disponibles, la question de sa dépendance aux importations reste posée à plus long terme.

Dans ce contexte, les autorités mozambicaines ont engagé des démarches visant à doter le pays d'une capacité de raffinage.

R I.

BOURSE ZURICH

Le SMI remonte malgré l'ultimatum de Trump

La Bourse suisse repartait de l'avant mardi matin, à l'instar des autres places financières européennes. En entame d'une semaine raccourcie pour le lundi de Pâques, les investisseurs restaient prudents en raison du nouvel ultimatum lancé par le président américain Donald Trump à l'attention de l'Iran.

"Le pays entier pourrait être détruit en une seule nuit", a averti le locataire de la Maison Blanche lundi, après avoir repoussé son ultimatum à mardi 20h00, heure de Washington (mercredi 02h00 heure Suisse). M. Trump s'est dit prêt à frapper les centrales énergétiques et les ponts iraniens si la République islamique ne débloque pas le détroit d'Ormuz. Téhéran a fait la sourde oreille à cette nouvelle menace.
"Le chaudron géopolitique du Moyen-Orient continue de tenir les investisseurs en haleine. Le dernier ultimatum lancé par le président américain à l'Iran crée un climat particulièrement toxique", a résumé Frank Sohlleder. Selon l'analyste d'ActivTrades, "d'une solution diplomatique inattendue à une escalade extrême, tous les scénarios semblent actuellement envisageables".
John Plassard, responsable de la stratégie d'investissement à la banque Cité Gestion, a pour sa part évoqué "un environnement fondamentalement instable, où les signaux restent profondément contradictoires".
"D'un côté, les marchés ont été soutenus par une amélioration partielle de la situation dans le détroit d'Ormuz, où le trafic a atteint son plus haut niveau depuis plusieurs semaines. (...) D'un autre côté, le discours de Donald Trump hier soir a brutalement ravivé le risque d'escalade, avec des menaces explicites de frappes massives sur les infrastructures énergétiques iraniennes", a souligné l'expert de la banque genevoise.

Gros contrat pour Implenia

Vers 10h40 à la Bourse suisse, l'indice vedette SMI accélérait de 0,47% à 13'042,30 points, après avoir ouvert la séance en infime hausse de 0,03%. Le SLI rebondissait aussi, prenant 0,51% à 2077,98 points et le SPI accélérait de 0,44% à 18'204,12 points.
La majorité des valeurs vedettes évoluait désormais en hausse, malgré l'absence de nouvelles d'entreprises. Les meilleures performances étaient enregistrées par Logitech (+2,4%), Givaudan (+1,6%) et Swiss Re (+1,6%).
A l'autre bout du tableau, Galderma (-1,0%), Novartis (-0,5%) et SGS (-0,3%) cédaient leurs gains. Les analystes de Goldman Sachs ont abaissé l'objectif de cours du spécialiste de l'inspection et de la certification, tout en confirmant la recommandation de l'action à "neutral".
Sur le marché élargi, Implenia (+0,8%) repartait de l'avant, après avoir décroché un contrat de plus de 200 millions d'euros en Allemagne.
PSP Swiss Property (-1,6%) cédait par contre toujours ses gains. Les analystes de Berenberg ont pourtant relevé l'objectif de cours et confirmé leur recommandation à l'achat du titre de la société immobilière.
Ems-Chemie (-1,3%) baissait également. Le chimiste grison a dévoilé un chiffre d'affaires de 487,0 millions de francs suisses au premier trimestre, en baisse de 6,6% sur un an.

R I.

MOYEN-ORIENT

La Bourse de Paris prudente dans un contexte incertain

La Bourse de Paris a commencé la séance de mardi avec retenue dans un contexte incertain, après un long week-end de Pâques marqué par le dernier ultimatum lancé par le président américain à l'Iran.
Peu après 10H00, l'indice CAC 40 repassait tout de même la barre symbolique des 8.000 points (8.019,66, +0,72%).
Donald Trump a menacé de détruire l'Iran mardi soir si Téhéran ne répondait pas d'ici là à son ultimatum en rouvrant le détroit d'Ormuz, vital pour l'approvisionnement mondial en pétrole.
"Ouvrez le Putain de Détroit, espèce de tarés, ou vous vivrez en Enfer - VOUS ALLEZ VOIR!", a également écrit Donald Trump sur son réseau social Truth Social.
L'environnement est "fondamentalement instable" et les "signaux restent contradictoires", d'après l'analyste John Plassard (Cité Gestion Private Bank).
"D'un côté, les marchés ont été soutenus par une amélioration partielle de la situation dans le détroit d'Ormuz, où le trafic a atteint son plus haut niveau depuis plusieurs semaines", souligne-t-il.
"D'un autre côté, le discours de Donald Trump a brutalement ravivé le risque d'escalade, avec des menaces explicites de frappes massives sur les infrastructures énergétiques iraniennes dans les prochaines heures, ce qui a immédiatement ravivé les tensions sur le pétrole et les anticipations inflationnistes", ajoute-t-il.
Véritable boussole des marchés, le pétrole continuait d'augmenter ce mardi matin. Le WTI américain dépassait les 115 dollars le baril (+2,74%) peu après 10H00. Depuis plusieurs jours, le WTI est exceptionnellement plus cher que l'autre référence du brut sur les marchés, le Brent de la mer du nord (111,73 dollars, +1,79%).
"Dans ce contexte, les taux restent sous pression, les anticipations d'inflation remontent, et le risque d'une Fed plus restrictive réapparaît progressivement", note John Plassard.
Le taux d'emprunt français à dix ans repassait à 3,70% mardi matin, contre 3,68% la veille.

Agence

Le pétrole grimpe durant les échanges asiatiques

Les prix du pétrole grimpent sensiblement mardi durant les échanges asiatiques. Les Bourses asiatiques évoluaient, elles, de façon contrastée. Vers 03H15 GMT, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin, référence mondiale, prenait 1,37% à 111,27 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate pour livraison en mai, gagnait 2,58% à 115,31 dollars. La Bourse de Séoul progressait en revanche de 0,32%, Taipei de 1,42% et Sydney de 1,33%. La Bourse de Hong Kong restait fermée en raison des congés du week-end pascal. Vers 03H15 GMT, l'or se stabilisait à 4.643 dollars l'once. La devise américaine se renforçait légèrement (+0,11%) face à la monnaie japonaise, à 159,86 yens pour un dollar.

APS

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 06 Avril 2026
Valeur : 08 Avril 2026

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	132.8263	132.8413
1	EUR	EURO	153.5074	153.5513
1	GBP	POUND STERLING	175.9522	176.0187
100	JPY	JAPANESE YEN	83.2976	83.3331
1	CNY	CHINESE YUAN	19.2983	19.3016
1	CHF	SWISS FRANC	166.5325	166.6348
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	95.3938	95.4320
1	DKK	DANISH KRONE	20.5410	20.5503
1	SEK	SWEDISH KRONA	14.1156	14.1205
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	13.6481	13.6530
1	AED	UAE DIRHAM	36.1540	36.1729
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.3751	35.3866
1	KWD	KUWAITI DINAR	432.6590	432.8488
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.8778	45.3288
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.1638	14.1654
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.7175	20.8238
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3383	3.3487
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	180.5709	180.5709

POINT-MARCHÉS

L'Europe prudente face à l'échéance de l'ultimatum de Trump

Les principales Bourses européennes font preuve de prudence en début de séance mardi, à l'approche de l'expiration d'ici ce soir de l'ultimatum donné par le président américain Donald Trump à Téhéran.
À Paris, le CAC 40 gagne 0,51% à 8.003,11 points vers 07h10 GMT. À Francfort, le Dax recule de 0,03% et à Londres, le FTSE 100 prend 0,15%. L'indice EuroStoxx 50 est en baisse de 0,11%, le FTSEurofirst 300 grapille 0,06% et le Stoxx 600 avance de 0,11%.
Les investisseurs sont tenus en haleine par le compte à rebours de l'ultimatum fixé par Donald Trump à Téhéran jusqu'à mercredi minuit GMT pour un cessez-le-feu et une réouverture immédiate du détroit d'Ormuz.
Faute de quoi, le président américain menace l'Iran d'une "destruction complète".
"Toute mise à exécution des menaces visant les infrastructures énergétiques iraniennes marquerait une escalade significative, augmentant le risque de représailles susceptibles de perturber davantage les installations énergétiques du Golfe", a déclaré Vasu Menon, directeur général chargé de la stratégie d'investissement chez OCBC à Singapour.
Le conflit au Moyen-Orient ravive ainsi les craintes de stagflation, autrement dit une inflation élevée associée à une faible croissance, bouleversant les perspectives mondiales en matière de taux d'intérêt.
La Banque centrale européenne (BCE) doit se tenir prête à relever ses taux d'intérêt sans tarder si des signes de pressions persistantes sur les prix apparaissent, a par ailleurs déclaré Dimitar Radev, membre du Conseil des gouverneurs de l'institution monétaire.
Les PMI sur l'activité du secteur privé de la zone euro sont par ailleurs attendus aujourd'hui après l'ouverture.
Aux valeurs, à Paris, Vivendi plus de 12% et Bolloré près de 7% après que Pershing Square, le fonds de Bill Ackman, a annoncé mardi avoir proposé de racheter Universal Music Group (UMG). Ce dernier grimpe de plus de 18% à Amsterdam.

Agence

FRANCE

Environ 18% des stations-service en rupture de stocks

Environ 18% des stations-service françaises manquent de carburant à cause de difficultés logistiques, principalement liées au réseau de Totalenergies, mais selon Maud Bregeon, il n'y a pas de pénurie car l'approvisionnement en pétrole reste assuré.

Environ 18% des stations-service en France manquent d'au moins un carburant en raison de difficultés logistiques de livraison, a déclaré mardi la porte-parole du gouvernement et ministre déléguée à l'Energie, Maud Bregeon, réaffirmant toutefois que la crise au Moyen-Orient n'entraînait pas de pénurie. "La matière, le pétrole, arrive en France, il n'y a pas de problème au niveau des raffineries, il n'y a pas de problème au niveau des dépôts, il y a un engorgement sur les réseaux de transport et essentiellement sur le réseau de transport (de Totalenergies)", a-t-elle déclaré "83% des stations dans lesquelles il y a des difficultés sont des stations du réseau Totalenergies", a-t-elle ajouté, rappelant que le groupe pétrolier a plafonné ses prix dans le contexte de la guerre menée par les Etats-Unis et Israël contre l'Iran, qui bloque de fait les approvisionnements pétroliers et gaziers transitant par le détroit d'Ormuz.

"Une station sur quatre"

"Nous avons mis en place tous les moyens nécessaires pour permettre un réapprovisionnement rapide. Le taux s'est déjà amélioré par rapport à hier soir", a également déclaré Maud Bregeon, précisant que des dérogations de transport avaient été accordées lundi et qu'une "amélioration progressive" devrait survenir dans le courant de la journée.
"Il n'y a pas de risque de pénurie, c'est la différence entre une pénurie de matière et des difficultés logistiques."
Olivier Gantois, président de l'Union française des industries pétrolières Énergies et Mobilités, a pour sa part évoqué sur RTL "une station sur quatre" en rupture de stock en raison de "déplacements importants" mais avec une majorité de camions ne circulant pas pendant le week-end de Pâques, ajoutant que la plupart des stations-service seraient réapprovisionnées dans la journée. Olivier Gantois a ajouté ne pas savoir si Totalenergies prolongerait une nouvelle fois ses plafonnements de prix.

R I

AUTRICHE

La Commission approuve le plan budgétaire de l'Autriche

La Commission européenne a approuvé le plan budgétaire de l'Autriche et décidé de ne pas la soumettre à une procédure de déficit excessif. En début de semaine, le FPÖ et son futur partenaire de coalition, le Parti populaire autrichien (ÖVP) conservateur, ont soumis à Bruxelles un budget de réduction du déficit visant à ramener celui de l'Autriche sous la limite de 3 % du PIB annuel fixée par l'Union européenne. Vendredi, la Commission a donc décidé de ne pas lancer de procédure de déficit excessif (PDE) contre Vienne.
Le plan, examiné mardi à Bruxelles par de hauts fonctionnaires de l'UE et du gouvernement autrichien, propose des économies budgétaires de 6,4 milliards d'euros, soit l'équivalent de 1,7 % du PIB annuel de l'Autriche. Il prévoit notamment une forte réduction des compensations accordées aux ménages au titre de la taxe carbone et une diminution des avantages fiscaux accordés pour l'achat de véhicules électriques et de panneaux solaires.
« La Commission considère que les mesures concernées constituent une base suffisante pour ramener le déficit budgétaire autrichien sous la barre des 3 % d'ici la fin de l'année », a annoncé Balazs Ujvari, porte-parole de la Commission européenne.
Ce dernier a toutefois ajouté que Bruxelles garderait un œil sur la situation budgétaire de Vienne au cours des prochains mois, en particulier en avril, lorsque de nouvelles données sur la situation fiscale de l'Autriche à la fin de 2024 devraient être publiées.
Cette décision n'avait pas été anticipée par de nombreux analystes. L'agence de notation Fitch avait par ailleurs déclaré la semaine dernière que les perspectives économiques « faibles » de l'Autriche et la « détérioration des perspectives fiscales » signifiaient qu'il était « improbable » d'éviter une procédure de déficit excessif.

R.I/Agence

GRANDE BRETAGNE

L'économie a ralenti, avant même la guerre en Iran

Le produit intérieur brut du Royaume-Uni a augmenté de 0,1% entre octobre et décembre, a indiqué l'Office national des statistiques (ONS).
Les ménages britanniques ont mis davantage d'argent de côté, le taux d'épargne ayant augmenté de 0,8 point de pourcentage pour atteindre 9,9%, a précisé l'institut.
La semaine dernière, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a revu à la baisse ses prévisions de croissance économique pour le Royaume-Uni pour cette année, tablant sur un PIB en hausse de 0,7% contre 1,2% auparavant, ce qui représente la plus forte révision à la baisse parmi toutes les grandes économies.
Un tel rythme de croissance est moitié moindre que celui estimé pour 2025, l'ONS l'ayant révisé de 1,3% à 1,4%.
Lors de la dernière campagne électorale pour les législatives, le Premier ministre britannique Keir Starmer et la ministre des Finances Rachel Reeves s'étaient engagés à relancer l'économie.
Au regard des derniers indicateurs économiques et du conflit en cours au Moyen Orient, cette promesse semble désormais difficile à tenir.
En rythme annuel, l'économie britannique a progressé de 1,0% au quatrième trimestre par rapport, un chiffre inchangé par rapport à l'estimation initiale de l'ONS, tandis que, par habitant, la production a reculé de 0,1% par rapport à l'année précédente.
Le déficit de la balance courante britannique pour les trois mois à fin décembre s'est élevé à 18,4 milliards de livres (16,04 milliards d'euros), contre une prévision de 23,4 milliards de livres, dans une enquête

Agence

L'ALLEMAGNE, LEADER DU SOLAIRE PLUG-IN

Pourquoi les autres pays européens tardent ?

Le choc énergétique provoqué par la guerre contre l'Iran a été partiellement amorti par les énergies renouvelables, alors que l'Europe s'empresse de réduire sa dépendance aux combustibles fossiles.
Selon une récente analyse de SolarPower Europe, l'exploitation de l'énergie solaire a permis au continent d'économiser plus de 100 millions d'euros par jour depuis le 1er mars, en réduisant les besoins d'importation de gaz. Cela représente 3 milliards d'euros d'économies pour le seul mois dernier.
Les experts estiment que si les prix du gaz restent élevés en raison de l'emprise de l'Iran sur le détroit d'Ormuz, un passage stratégique par lequel transite environ un cinquième du pétrole mondial, les capacités solaires pourraient faire économiser à l'Europe la somme considérable de 67,5 milliards d'euros en 2026.
Face à l'envolée des prix, les Européens se ruent sur les investissements dans les énergies propres, comme les pompes à chaleur, les véhicules électriques (VE) et les installations solaires. Mais pour celles et ceux qui ne peuvent pas débourser plusieurs milliers d'euros pour des panneaux solaires sur le toit, l'attention se tourne vers des alternatives à brancher sur une prise.

Qu'est-ce que le solaire à brancher ?

Fréquemment installés sur des balcons, terrasses ou toitures d'abris de jardin, les systèmes de solaire à brancher utilisent de petits panneaux qui se fixent sur une paroi extérieure.
Dans de nombreux pays européens, ils s'achètent en supermarché ou en ligne.
L'électricité produite par le solaire à brancher peut être utilisée directement via une simple prise de courant, comme n'importe quel appareil (par exemple un chargeur de téléphone), sans frais d'installation.

Retards pour le projet de plus grande ferme solaire d'Europe à 916 M€

Ces dispositifs sont souvent vus comme une excellente alternative pour les personnes vivant en location ou en colocation, là où l'installation de panneaux solaires en toiture n'est pas autorisée.
Selon les spécialistes, il faut en moyenne de deux à six ans pour amortir le coût du système, en fonction de son prix d'achat, de sa taille et de son emplacement. Mais une fois en service, le solaire à brancher réduit la quantité d'électricité prélevée sur le réseau et fait baisser la facture énergétique.

L'Allemagne mène la course du solaire à brancher

L'Allemagne surfait déjà sur la vague du solaire à brancher bien avant le début de la guerre menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran, avec plus d'un million de systèmes installés entre 2022 et 2025.
Ce succès s'explique en grande partie par des incitations publiques qui récompensent les acheteurs de solaire à brancher via des tarifs de rachat, en offrant par exemple aux ménages un prix fixe pour chaque kilowattheure injecté sur le réseau. « Les clients avaient déjà lancé ce boom et obtenu des responsables politiques une simplification des démarches administratives », déclarait en 2024 un porte-parole du fabricant allemand Meyer Burger.

Agence

DEEPSEEK : POUR SON PROCHAIN MODÈLE IA V4

La société abandonne NVIDIA pour des puces Huawei

Le prochain modèle d'intelligence artificielle de DeepSeek fonctionnera grâce à des puces Huawei. Est-ce le début du découplage dans ce secteur hautement stratégique ?

Jusqu'à aujourd'hui, il semble toujours difficile pour les entreprises chinoises de la tech de se passer des GPU NVIDIA pour tout ce qui est développement d'intelligences artificielles. Pourtant, du fait de la rivalité toujours plus tendue entre les États-Unis et la Chine, il devient de plus en plus difficile pour ces géants de s'approvisionner avec les meilleures puces de la firme de Jensen Huang, comme les H200. Résultat, Pékin pousse fort afin de trouver des substitut locaux. Et ça pourrait commencer à donner des résultats !

DeepSeek va faire fonctionner son prochain modèle IA v4 avec des puces conçues pour Huawei

Peut-on se passer de NVIDIA quand on développe ses tous derniers modèles IA ? Une question à laquelle DeepSeek semble pouvoir répondre oui, si l'on en croit le média The Information. Car d'après ce dernier, la start-up chinoise serait passée complètement du côté de Huawei pour l'approvisionnement en puce. « DeepSeek a passé ces derniers mois à travailler en étroite collaboration avec Huawei et un autre concepteur de puces chinois, Cambricon Technologies, afin de contribuer à la réécriture de certaines parties du code sous-jacent du modèle. Selon le rapport, qui cite deux sources proches de l'entreprise, des tests ont été menés » précise Reuters, qui s'appuie sur The Information.

Les fabricants de puces américains ne sont plus dans la boucle DeepSeek

Ainsi, son prochain modèle, baptisé v4, qui devrait sortir dans quelques semaines, fonctionnera grâce aux toutes dernières puces conçues par Huawei. Et DeepSeek ne serait pas la seule société à miser sur Huawei.
D'après cinq sources différentes de The Information, les autres géants de la tech chinois comme ByteDance, Alibaba ou Tencent ont aussi placé des commandes très importantes pour les dernières

puces de Huawei. Prises ensemble, elles représenteraient plusieurs centaines de milliers d'unités.
Autre renseignement intéressant apporté par Reuters, DeepSeek n'a pas transmis, à des fins d'optimisation de performance, son modèle v4 aux fabricants américains de puces - une pratique pourtant habituelle dans l'industrie. DeepSeek représente-t-il le début de ce fameux découplage entre les États-Unis et la Chine, appelés de leurs voeux pas de nombreux responsables des deux pays ?

Non, la NASA n'utilise pas les dernières technologies dans l'espace

Les ingénieurs de Houston équipent les capsules Orion avec des puces électroniques conçues il y a vingt ans. Ce choix technique protège les systèmes de navigation contre les tempêtes solaires car la finesse des processeurs modernes provoque des pannes fatales dans le vide.
Quand on vous a raconté le couac survenu après les toilettes bouchées à bord de la capsule Orion, lorsque le commandant de la misson, Reid Weisman, a contacté Houston pour lui signaler que Outlook faisait des siennes, on ignorait que ce petit désagrément vite résolu allait trotter dans la tête de certains. Jason Hutt occupe le poste de responsable de l'intégration des systèmes pour l'équipage et confirme l'usage de matériel informatique daté pour les missions Artemis. L'expert de la NASA explique sur son compte Blusky, en répondant à la question d'un utilisateurs qui se demandait pourquoi en 2026, pour la mission Artemis II en route pour la Lune, on utilisait encore du matériel obsolète, que la fiabilité l'emporte sur la performance brute pour garantir la survie des astronautes.
Les techniciens préparent le retour sur la Lune avec des tablettes Windows déjà éprouvées dans la Station spatiale internationale car ces appareils ont passé des années de tests rigoureux. Les budgets de l'agence financent ces cycles de certification extrêmement longs pour éviter qu'un court-circuit ne condamne l'équipage. Chaque pièce électronique doit franchir toutes les étapes de l'échelle TRL avant d'intégrer le cockpit d'un véhicule spatial.

Des circuits larges pour contrer les radiations

Les fondeurs de la Silicon Valley cherchent la miniature avec des gravures en trois nanomètres pour nos smartphones. Or, une particule chargée qui frappe un transistor aussi petit suffit à inverser une donnée binaire et provoquer un crash système.
Les ingénieurs privilégient donc des puces massives comme le fameux processeur RAD750 car son architecture physique encaisse les chocs électriques des rayons cosmiques. Ce composant équipe le rover Perseverance alors qu'il dérive directement du PowerPC 750 présent dans les iMac G3 de 1998.
L'agence achète ces circuits à prix d'or puisque leur robustesse permet de naviguer sous un bombardement constant de protons. Les techniciens garantissent le bon fonctionnement des instruments grâce à cette épaisseur physique car un circuit large offre une cible moins fragile aux radiations.

La sécurité absolue du conservatisme logiciel

L'échelle de maturité technologique de la NASA régit le calendrier de chaque mission car une innovation doit prouver sa stabilité durant des années.
Jason Hutt précise que l'introduction d'une nouvelle tablette demande une batterie de tests contre les risques d'incendie dans une atmosphère saturée en oxygène.
Les ingénieurs conservent des logiciels simples et robustes car ils peuvent anticiper chaque réaction électronique sans dépendre d'une mise à jour cloud.
Les astronautes manipulent des interfaces dont la réactivité déçoit les utilisateurs de 2026 mais ces outils ne connaissent aucun plantage.
La sécurité des vols habités dépend de ce conservatisme volontaire car le vide spatial interdit toute erreur de manipulation.
Les futurs explorateurs de Mars emploieront sans doute des processeurs que le grand public aura oubliés depuis longtemps ou que nous utilisons en ce moment-même.

Brèves

Cloudflare lance un CMS

Le spécialiste du CDN a dévoilé le 1er avril un CMS open source (sous licence MIT) nommé EmDash. Certains y ont vu un poisson d'avril mais le projet est bien réel avec un dépôt Github. Le service se veut une alternative à Wordpress jugé vieillissant et exposé à beaucoup de failles de sécurité. EmDash a été créé en TypeScript et le framework Astro a été choisi pour l'interface utilisateur.
Il intègre des agents IA, un serveur MCP et des skills. Côté sécurité, le CMS s'appuie sur les dynamics workers qui isolent les tâches des agents.

Anthropic rachète Coefficient Bio

Selon The Information, le fournisseur IA aurait fait l'acquisition de la start-up Coefficient Bio pour un montant de 400 M$. Cette société a été créée il y a 8 mois par Samuel Stanton et Nathan C. Frey deux experts dans le machine learning adapté aux recherches biomoléculaires. La jeune société avait pour ambition de créer une plateforme IA pour élaborer des plans de recherche et développement de médicaments. Un domaine qui intéresse Anthropic à travers sa division santé et sciences de la vie. Avec Coefficient Bio, il entend ainsi s'imposer sur un marché fortement concurrentiel (Google avec Isomorphic Labs ou les partenariats entre Nvidia et les laboratoires Eli Lilly ou OpenAI avec Moderna).

Google publie les modèles ouverts Gemma 4

Développée par l'équipe DeepMind de Google, la quatrième génération de modèles open weight Gemma apporte plusieurs améliorations dont un changement de licence en adoptant Apache 2 plus permissive pour les développeurs et les usages commerciaux des LLM. Côté technique, on note un « raisonnement avancé » pour optimiser les performances en mathématiques et en compréhension des instructions, la prise en charge de plus de 140 langues, l'appel de fonctions natif et la gestion des entrées audio et vidéo.
Plusieurs modèles sont mis à disposition des développeurs comme un LLM de 31 milliards de paramètres. Il comprend aussi un modèle de 26 milliards de paramètres utilisant une architecture de type « mix of experts » (MoE) pour gérer 3,8 milliards de paramètres actifs. Pour compléter, Google propose deux SLM dotés de 2 et 4 milliards de paramètres à destination des mobiles ou des Raspberry Pi.

Ce constructeur discret prépare peut-être une des plus grosses révolutions électriques sans faire de bruit

Pendant que les autres multiplient les annonces spectaculaires autour de l'électrique, on peut dire que Suzuki avance discrètement mais surement. Le constructeur vient en effet d'annoncer l'acquisition de l'activité batteries à état solide de Kanadevia, un programme de R&D japonais vieux de 20 ans déjà validé en orbite autour de la Station spatiale internationale. Une décision qui pourrait peser lourd dans les années à venir, aussi bien dans l'automobile que dans son univers moto.

Pendant que les autres constructeurs multiplient les annonces spectaculaires autour de l'électrique, Suzuki avance autrement. Le constructeur japonais vient de s'offrir vingt ans de recherche sur une technologie clé, encore absente du marché grand public. Une décision loin des effets d'annonce, mais qui pourrait peser lourd dans les années à venir, aussi bien dans l'automobile que dans l'univers de la moto.

Une acquisition qui en dit en réalité beaucoup sur les ambitions de Suzuki

Suzuki a fait le choix intéressant de ne pas se contenté de signer un partenariat ou d'investir minoritairement dans une start-up prometteuse. Le groupe a en effet choisi une approche plus radicale : racheter l'intégralité de l'activité batteries solides de Kanadevia, une entreprise japonaise basé à Osaka (anciennement Hitachi Zosen) qui travaille sur cette technologie depuis près de vingt ans. L'opération sera finalisée à l'été 2026. Ce choix tranche avec les stratégies observées chez la plupart des constructeurs, qui préfèrent mutualiser les risques via des alliances technologiques. On pense notamment à Toyota et Idemitsu ou encore VW et QuantumScape ou Hyundai et Powerdot.

Ici en effet, Suzuki a fait le pari de l'intégration complète, en mettant la main à la fois sur le savoir-faire, les procédés industriels et les perspectives de commercialisation. Et cette posture n'est évidemment pas anodine. Longtemps considéré comme en retrait sur l'électrification, notamment face à des concurrents plus offensifs, Suzuki semble désormais vouloir reprendre la main sur un élément central : la batterie elle-même. Une manière de sécuriser son indépendance technologique dans un secteur où la dépendance aux fournisseurs est devenue un enjeu capital.

La batterie solide, une promesse encore lointaine mais déterminante

Si cette acquisition suscite l'attention, c'est qu'elle concerne une technologie souvent présentée comme la prochaine étape d'importance de l'électrification. Les batteries dites "solide" remplacent l'électrolyte liquide des batteries lithium-ion classiques par un matériau solide, modifiant profondément leur architecture. Sur le papier, les avantages sont nombreux. Une densité énergétique potentiellement plus élevée, donc plus d'autonomie à taille équivalente. Une meilleure stabilité thermique, réduisant les risques d'emballement. Et une résistance accrue à des conditions extrêmes, comme celles rencontrées dans l'aéronautique ou l'industrie lourde.

L'exploit le plus spectaculaire ? En mars 2022, un démonstrateur AS-LiB est installé à l'extérieur du module japonais Kibo de l'ISS et valide des cycles de charge / décharge dans le vide spatial. Une validation rare, qui atteste d'un certain niveau de maturité technologique. Mais il ne faut pas s'y tromper. Malgré ces avancées, la batterie solide reste aujourd'hui difficile à produire à grande échelle, notamment pour des applications automobiles. Les coûts, la durabilité et la montée en cadence industrielle constituent encore des obstacles importants.

Une stratégie qui concerne autant la moto que l'automobile

Par ailleurs, ce qui rend la démarche de Suzuki particulièrement intéressante, c'est son positionnement atypique. Contrairement à d'autres constructeurs focalisés sur les segments premium ou les grands SUV électriques, la marque japonaise reste très ancrée dans les véhicules compacts et dans le deux-roues. Or, c'est précisément dans ces formats que la batterie solide pourrait trouver un terrain d'expression pertinent. Les contraintes d'encombrement, de poids et de coût y sont encore plus critiques que dans l'automobile traditionnelle. Une technologie plus compacte, plus sûre et potentiellement plus simple à produire pourrait y faire la différence. On a encore vu dernièrement l'émoi créé par la batterie solide de Donut Lab et son utilisation dans une moto Verge TS.

Aujourd'hui, l'offre électrique de Suzuki reste limitée, notamment côté moto. Mais cette acquisition laisse entrevoir une approche différente : plutôt que de multiplier les modèles à court terme, le constructeur pourrait préparer une base technologique capable de soutenir une gamme cohérente dans les années à venir.

Tesla surprend en Europe : ses ventes explosent à nouveau, voici pourquoi

Après une année 2025 marquée par un net recul et une concurrence accrue, Tesla signe un retour spectaculaire sur le marché européen. En mars, les immatriculations bondissent dans plusieurs pays clés, portées par une stratégie tarifaire offensive et des versions plus accessibles de ses modèles phares. Entre rabais agressifs, bonus de reprise et prime CEE, la marque américaine tente de reprendre la main face à BYD et à une concurrence devenue bien plus rude.

Tesla n'a pas seulement besoin de vendre plus, il doit aussi convaincre à nouveau. Et c'est précisément ce que semblent indiquer les chiffres de mars, qui signent un redressement plus franc qu'attendu.

Un rebond en mars qu'on attendait plus

Le retournement est d'abord visible en France, où Tesla a immatriculé 9 569 voitures en mars 2026, soit une hausse de 203% sur un an et un niveau à peine inférieur au record de décembre 2023. Ce bond ne ressemble pas seulement à un sursaut ponctuel de fin de trimestre, même si Tesla concentre traditionnellement une part importante de ses livraisons sur les dernières semaines de chaque période comptable. Il marque aussi le premier mois clairement positif depuis octobre en France, dans un marché qui repart lui-même à la hausse pour la première fois depuis cette même période avec une croissance de 12,9%.

La même mécanique s'observe ailleurs en Europe du Nord. Au Danemark, Tesla a doublé ses immatriculations à 1 447 unités en mars, soit +96% selon les données officielles citées par Reuters, tandis que le trimestre y progresse de 50%. En Norvège et en Suède, les immatriculations du premier trimestre affichent respectivement +95% et +48%, signe que la reprise ne se limite pas à un seul pays ni à un simple effet de calendrier.

Les chiffres du retour

Ce regain intervient après une année 2025 bien plus difficile, au cours de laquelle Tesla a vu sa part de marché européenne reculer fortement sous l'effet combiné d'une concurrence accrue, notamment celle des constructeurs chinois comme BYD, et d'un manque de renouvellement majeur dans sa gamme. Les tensions liées aux prises de position politiques d'Elon Musk ont aussi pesé sur l'image de la marque dans plusieurs pays européens.

Mais depuis la fin de l'année dernière, Tesla a changé de tempo avec des versions moins chères du Model 3 et du Model Y. En France, le premier trimestre atteint désormais 13 945 immatriculations, selon nos chiffres NGC-AAAData, soit plus du double de l'an dernier, tandis qu'en Espagne la progression atteint 42,8% sur la même période. L'Italie progresse de 32% en mars à 2 920 unités, et l'Espagne de 25% à 2 477, ce qui confirme que le redémarrage touche aussi les pays où l'électrification n'était pas pionnière.

Finalement au bon rapport qualité-prix ?

Ce redressement s'explique d'abord par un levier bien connu : le prix. Face à une concurrence devenue particulièrement agressive, notamment celle des constructeurs chinois comme BYD, la marque américaine a profondément ajusté son offre. L'introduction de versions Propulsion (anciennement nommées Standard) plus accessibles des Model 3 et Model Y, associée à des incitations commerciales, a permis de repositionner la gamme sur des segments plus compétitifs, notamment sous la barre symbolique des 40 000 €. En France, la stratégie est particulièrement visible.

Le Model Y Propulsion descend ainsi à 30 290 €, grâce à un bonus reprise de 4 000 €, cumulable avec une prime CEE comprise entre 3 600 et 5 700 € selon les revenus. La Model 3, de son côté, s'affiche à partir de 32 590 €, incluant une reprise de 4 000 € et une aide complémentaire de 350 €. Mais au-delà du prix d'appel, les caractéristiques techniques restent solides. La Model 3 conserve une autonomie WLTP de 534 km et une capacité de recharge rapide jusqu'à 175 kW en courant continu, tout en maintenant un équipement essentiel : écran central de 15,4 pouces, mises à jour à distance, planificateur d'itinéraire et fonctions avancées d'assistance à la conduite. Cette approche permet à Tesla de rester compétitif sans dégrader fondamentalement l'expérience produit, même si certains éléments de confort ont été rationalisés pour contenir les coûts.

Une remontée à confirmer

Pour Tesla, l'enjeu est désormais de savoir si ce redressement observé en France, en Scandinavie et sur quelques autres marchés importants va se généraliser à l'ensemble de l'Europe.

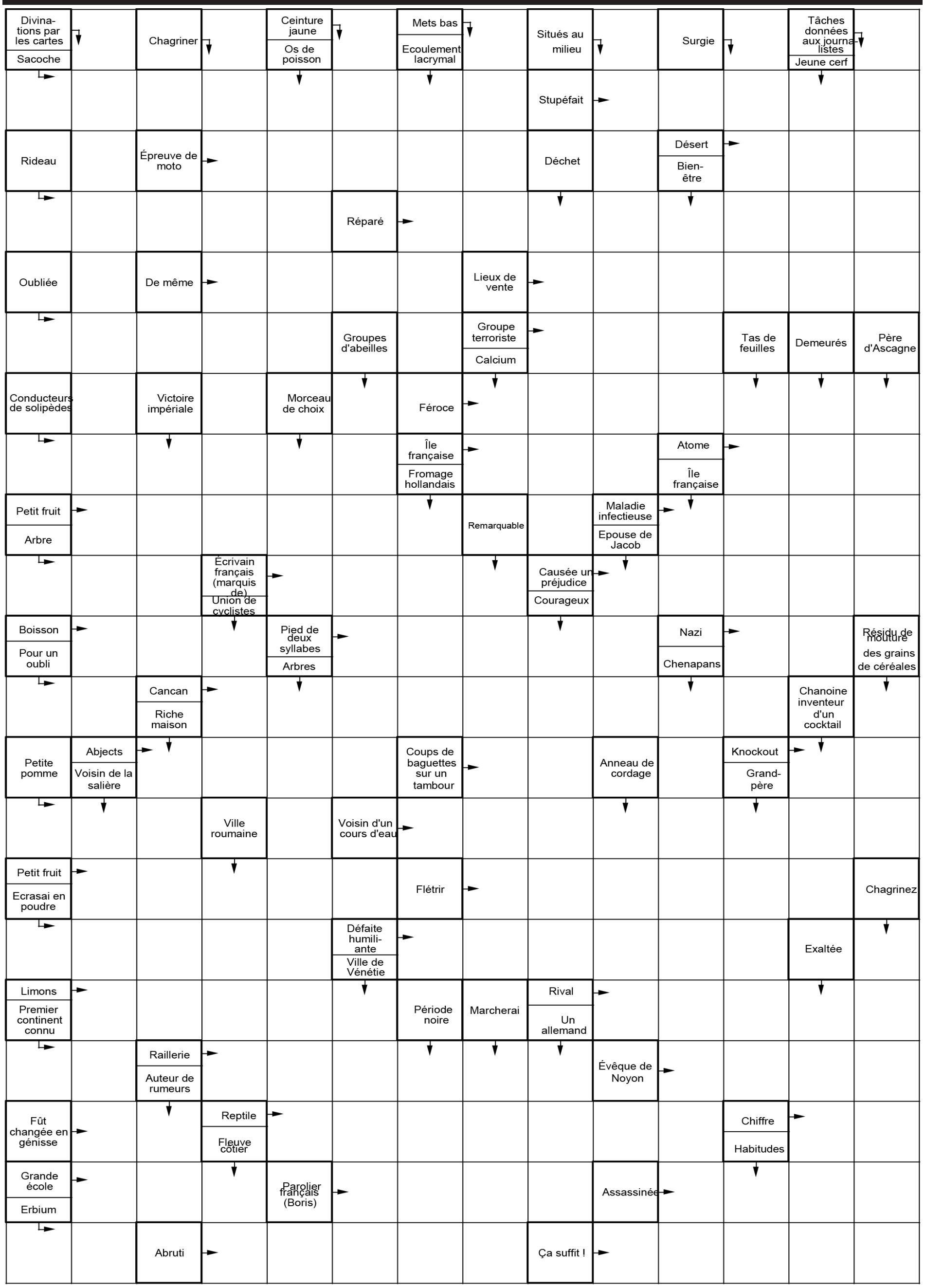
Les premiers signaux sont encourageants, puisque le trimestre progresse aussi de 178% en Norvège, de 144% au Danemark et de 43% en Italie selon Reuters, mais il faudra vérifier si la dynamique tient dans la durée, d'autant que certains marchés affichent encore des signaux contrastés, à l'image du Portugal où les immatriculations Tesla reculent de 1,7 %, malgré un marché électrique global en hausse de 24 %.

En outre, la stratégie actuelle repose en grande partie sur des incitations commerciales et une politique tarifaire offensive.

Si elle permet de relancer les volumes, elle pose la question de la rentabilité à moyen terme, dans un environnement où les marges sont déjà sous pression.

page 15 jeux.qxp_Mise en page 1 06/04/2026 21:42 Page 1

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Mercredi 8 avril 2026 http:www.lesenjeuxeco.dz

PÉTROLE

Le Brent à plus de 108 dollars

Les cours du pétrole hésitaient, mardi, oscillant entre hausse et baisse, les investisseurs restent incertains dans un marché attentif à l'évolution de l'escalade au Moyen-Orient. En milieu de matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juin, perdait 1,46% à 108,17 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en mai, cédait 0,56% à 111,78 dollars.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

38 morts et 1529 blessés en une semaine

Trente-huit (38) personnes sont décédées et 1529 autres ont été blessées dans 1261 accidents de la route survenus durant la période du 29 mars au 4 avril courant, dans plusieurs wilayas, indique mardi un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Laghouat avec six (6) morts et 28 blessés dans 17 accidents de la circulation, précise la même source. S'agissant des cas d'intoxication au monoxyde de carbone émanant de dispositifs de chauffage et chauffe-eau, les secours de la Protection civile ont déploré le décès de cinq (5) personnes (Sétif (3), Alger (1) et Skikda (1)), alors que 58 interventions ont été effectuées pour la prise en charge de 163 personnes incommodées par le même gaz.

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

Saisie de plus de 7 tonnes de cannabis et plus de 665 kg de cocaïne en 2025

Les services de la Sûreté nationale ont procédé, au cours de l'année 2025, à la saisie de plus de 7 tonnes de cannabis, plus de 665 kg de cocaïne, ainsi que plus de 20 millions de comprimés psychotropes, selon un bilan rendu public, mardi, par la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).
Le bilan des activités des services opérationnels de la Sûreté nationale de l'année écoulée, présenté lors d'une conférence de presse, fait état de "la saisie de 7 tonnes, 99 kg et 348 g de cannabis, plus de 665 kg de cocaïne, 2 kg et 710 g d'héroïne, ainsi que plus de 20 millions de comprimés psychotropes", ainsi que le traitement de "pas moins de 175.920 affaires relatives aux infractions à la législation sur les stupéfiants, impliquant 192.252 suspects".
La hausse des quantités saisies de stupéfiants durant cette année, s'explique par "le renforcement des capacités opérationnelles sur le terrain, notamment après la création d'unités spécialisées dans la lutte contre ce fléau qui cible en premier degrés les jeunes", précise la DGSN.

VISITE HISTORIQUE DU PAPE LÉON XIV

Un signal fort consacrant l'Algérie point de départ d'un message de paix universel

L'Archevêque d'Alger, le Cardinal Jean-Paul Vesco, a affirmé que la visite historique du Pape Léon XIV en Algérie constitue un signal fort et un témoignage de coexistence, faisant de l'Algérie le point de départ d'un message de paix universel.
Dans une interview accordée à l'APS, le Cardinal Vesco a précisé que cette première visite d'un souverain pontife en Algérie, à l'invitation du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, agit comme un pont entre les mondes chrétien et musulman, tout en reflétant la richesse de l'histoire du pays.
Il a affirmé que le séjour du Pape Léon XIV en Algérie sera "plein de sens", tant par sa dimension spirituelle que par sa portée symbolique, soulignant que "c'est un responsable spirituel chrétien de premier plan qui visite un pays musulman". "C'est un très bon signe qui redonne une profondeur à la grande histoire de l'Algérie, terre de Saint-Augustin", a-t-il déclaré. Rappelant que le Pape Léon XIV connaît déjà l'Algérie pour s'y être rendu à deux reprises avant son pontificat, Mgr Vesco a indiqué que cette visite vise à "continuer à construire des ponts" entre les deux cultures et les deux religions et à refléter la place stratégique de l'Algérie au carrefour de la Méditerranée et de l'Afrique.
Abordant les convergences entre l'Algérie et le Vatican, le prélat a mis en exergue l'"engagement commun" pour le soutien aux peuples opprimés et à la promotion de la coexistence.
Cette ambition s'incarne, selon lui, dans le choix du thème de la visite : la salutation traditionnelle "As-salamu alaykum" (Que la paix soit sur vous).
Pour l'Archevêque d'Alger, le souverain pontife arrive en "homme de paix" porteur d'une parole dont le monde actuel a "infiniment besoin".
"Je serais heureux que ce message soit entendu depuis l'Algérie", a-t-il affirmé, précisant que cette parole naîtra d'un véritable échange, faisant de l'Algérie le point de départ d'un appel à la paix lancé au monde entier.
Cet appel, a-t-il mentionné, "doit inciter les croyants de toutes confessions à s'unir dans le respect d'une humanité sacrée pour faire face aux violences et aux guerres".
Evoquant l'héritage de feu Monseigneur Henri Teissier, il a souligné que l'Algérie demeure un modèle de coexistence où la différence religieuse, lorsqu'elle est "assumée", constitue une source d'enrichissement mutuel.
Pour lui, la lutte contre les discours de haine et de violence qu'il a qualifiés de "discours de peur et de fragilité", passe avant tout par une identité sereine et affirmée.
"Quand on est sûr de son identité, on n'est pas dans les discours de haine", a-t-il soutenu, appelant à un "engagement commun contre les fondamentalismes pour la construction d'un monde fondé sur le respect des traditions de chacun".
=La colonisation française de l'Algérie a laissé des blessures profondes et des traces indélébiles= Sur le volet de la mémoire, l'Archevêque d'Alger a reconnu l'ampleur de la "violence" et du "crime colonial", soulignant que les 130 années de colonisation de l'Algérie ont laissé des blessures profondes et des traces indélébiles, notamment à travers les conséquences des explosions nucléaires dans le sud algérien.
"Il y a une blessure, parce qu'il y a une humiliation, et on n'en vient pas à bout comme ça", a-t-il fait remarquer, déplorant le manque de "paroles de vérité" sur cette période.
Fort de sa double culture française et algérienne, le prélat a exprimé le souhait de voir émerger une reconnaissance franche des souffrances subies pour pouvoir "tourner la page".
Il a précisé avoir sollicité le Saint-Père, ainsi que les autorités compétentes, pour que les anciennes puissances coloniales assument leur responsabilité historique. "Je le demande au Pape comme je l'ai demandé à toutes les autorités en capacité de le faire", a-t-il insisté.
Etabli en Algérie depuis plus de vingt ans et naturalisé algérien, le Cardinal Vesco a conclu en témoignant de son attachement à sa "patrie d'adoption", se disant marqué par la générosité du peuple algérien. "Ici, tu seras toujours en dette d'amitié. Tu ne pourras jamais rendre l'amitié qu'on te donne. Depuis plus de 20 ans, je confirme l'exactitude de cette parole", a-t-il confié.

APS

HADJ 2026

Premier vol depuis l'aéroport de Batna le 3 mai prochain

Le premier vol en direction des Lieux Saints de l'Islam depuis l'aéroport international Mostefa Ben Boulaïd de Batna, au titre de la saison du Hadj 1447-2026, est prévu pour le 3 mai prochain, indique un communiqué publié mardi par les services de la wilaya
Le document précise que 2.259 pèlerins des wilayas de Batna, de Barika, de Khenchela, d'El Kantara, de Biskra et d'Ouled Djellal rejoindront l'Arabie Saoudite à bord de neuf (9) vols programmés jusqu'au 20 mai. La même source ajoute que le wali de Batna, Riadh Benahmed, a présidé une réunion de coordination au cours de laquelle la commission de wilaya chargée de l'organisation et du suivi du Hadj 1447-2026 a été installée en présence des responsables des secteurs concernés, dont le directeur général de l'Etablissement de gestion des services aéroportuaires de l'Est algérien (EGSA-Constantine). Il est également précisé que le chef de l'exécutif local a annoncé, au cours de cette réunion, la mise à disposition d'espaces d'accueil aménagés pouvant accueillir plus de 500 hadjis, au moment où des travaux de réaménagement du salon d'honneur de l'aéroport et des espaces attenants, sont en cours.

APS

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT ET FINANCEMENT DU TERRORISME

Organisation d'une rencontre de sensibilisation à Tiaret

Une rencontre de sensibilisation au profit des associations culturelles a été organisée, mardi à Tiaret, autour de la loi 23-01 relative à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, à l'initiative de la direction de la culture et des arts de la wilaya. Cette rencontre, organisée en partenariat avec l'antenne locale du Centre national du registre du commerce, a été marquée par plusieurs interventions animées par des cadres de la direction de la réglementation et des affaires générales, ainsi que de la direction du commerce intérieur et de la régulation du marché national. Elle a été suivie d'un débat au cours duquel les dispositions juridiques et techniques de cette loi ont été expliquées. En marge de cette rencontre, le chef du bureau de la publicité au niveau de l'antenne locale du Centre national du registre du commerce, Djilali Maârouf, a indiqué à l'APS que " 81 % des entreprises commerciales activant dans la wilaya se sont conformées aux dispositions de cette loi, depuis le lancement de l'opération à la fin de l'année 2024, tandis que des mises en demeure ont été adressées aux entreprises retardataires afin d'enregistrer leurs données via la plateforme numérique dédiée ".
Il a également précisé que 251 associations ont adhéré à cette démarche, depuis le début de l'opération, leurs responsables ayant déposé les dossiers nécessaires pour l'intégration de leurs données de manière électronique. Une plateforme numérique sera, par ailleurs, ouverte dans les prochains jours pour permettre aux autres associations de s'inscrire à distance, selon la même source.

R E.

Publicité

Pour infos
TERENCE
Pour inscriptions
MTI INSTITUTE
Séminaire
29 & 30 avril 2026
Hôtel Naya Bab Ezzouar

Économie Circulaire et Gestion des Déchets à la faveur de la Loi 25-02 du 20-02-2025

Mr Karim OUAMANE,
Expert gestion des déchets
Ancien Directeur Général de l'Agence Nationale des Déchets (AND)
Formateur-Consultant en environnement, économie circulaire

Mr Yassine FOUDAD
Consultant/formateur en RH et Expert ISO 26.000-Fresque RSE
Enseignant RSE-RH ,
Directeur du Cabinet de conseil en RH/RSE « TERENCE » Organisateur du Colloque annuel « IMPACTS RSE ALGERIE »

TERENCE
Tél. + 213 (0) 5 50 47 98 08
+ 213 (0) 20 335 620
foudad.y@terence.dz

MTI INSTITUTE
Tél. Fax :+ 213 (0) 28 91 00 60
Mob : + 213 (0) 5 60 90 05 03
Mob : + 213 (0) 7 70 75 20 20
Mob : + 213 (0) 7 70 75 20 21
mti.instdz@gmail.com